

GUIDE ESSONNIEN POUR LES FEMMES MIGRANTES PRIMO-ARRIVANTES ET PRIMO-ACCEDANTES

INFORMATIONS JURIDIQUES ET PRATIQUES
ADRESSES UTILES



ESSONNE GUIDE
FOR NEWLY-ARRIVED
AND NEWLY-RESIDENT
WOMEN IMMIGRANTS

LEGAL AND PRACTICAL INFORMATION
USEFUL ADDRESSES **P28**

YENİ ERİŞEN VE YENİ
GELEN GÖÇMEN
KADINLAR İÇİN ESSONNE
BÖLGESİ REHBERİ

YASAL VE PRATİK BİLGİLER
YARARLI ADRESLER **P54**

دليل محافظة أسون للنساء المهاجرات
الوافدات لأول مرة والنساء المهاجرات
الملتحقات لأول مرة

معلومات قانونية و عملية
وعناوين مفيدة

P80

SOMMAIRE

version française

P4

Mot d'introduction

P5

Le parcours d'intégration

P6 : Le Contrat d'Intégration Républicaine (CIR)

P8 : La demande de titre de séjour

P9 : La nationalité française

P10 : Le livret du citoyen

P11 : Les valeurs et symboles de la République Française

P15

Vos droits et devoirs

P15 : L'apprentissage du français

P16 : La famille

P20 : Le logement

P21 : La santé

P24 : L'emploi et la formation

P26

Des associations sont à votre service

Au mois de décembre 2015, la Préfecture de l'Essonne et l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration se sont engagés dans une réflexion autour des modalités d'accompagnement et d'orientation des primo-arrivants. Ce travail, réalisé avec de nombreux partenaires, a permis d'identifier les principaux acteurs du Réseau d'Accueil et d'Intégration en Essonne dans un document destiné aux professionnels.

Pour compléter cet outil opérationnel, un groupe de travail spécifique pour l'accueil et l'intégration des femmes primo-arrivantes a lancé l'idée d'un livret individuel traduit en plusieurs langues.

Ce livret, distribué par l'OFII à toutes les femmes primo-arrivantes et primo-accédantes, leur permettra de bien comprendre les droits et les devoirs des personnes étrangères arrivant en France et leur facilitera les démarches de la vie quotidienne.

Il s'est inspiré d'un livret équivalent, édité dans l'Eure et dans le Bas Rhin en 2012 puis réédité fin 2016 dans toute la région Lorraine, par les délégations aux droits des femmes.

Florence Guittet, déléguée de la Préfète
Christine Boyard, déléguée aux droits des femmes

Ce livret en direction des primo-arrivantes et primo-accédantes, dont l'élaboration a été confiée à FIA-ISM, est un outil précieux d'informations nécessaires à une meilleure appropriation des droits et des valeurs français qui garantissent pour toutes et tous la liberté, l'égalité, la fraternité.

Bonne lecture

Adolé Ankrah, directrice de FIA-ISM



L'article L.311-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA) prévoit que « l'étranger admis pour la première fois au séjour en France et qui souhaite s'y maintenir durablement, prépare son intégration républicaine dans la société française. A cette fin, il conclut avec l'Etat un **Contrat d'Intégration Républicaine (CIR)** », appelé contrat d'accueil et d'intégration (CAI) avant la loi du 7 mars 2016.

Cette loi, relative au droit des étrangers en France, réforme le dispositif d'accueil et d'intégration des étrangers accédant pour la première fois au séjour en France et désireux de s'y installer durablement.

Désormais, par la signature du **CIR**, l'étranger primo-arrivant s'engage à respecter les principes et valeurs de la société française et de la République et à suivre avec sérieux et assiduité les formations qui lui sont prescrites.

LE CONTRAT D'INTÉGRATION RÉPUBLICAINE (CIR)

Le contenu du Contrat d'Intégration Républicaine



L'Etat, par l'intermédiaire de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII), organise et prend en charge les prestations suivantes :

L'entretien personnalisé

Lors de l'accueil sur les plateformes de l'OFII, l'étranger primo-arrivant bénéficie d'un entretien personnalisé avec un auditeur.

Cet entretien constitue une étape d'évaluation de la situation personnelle de l'étranger primo-arrivant et de ses besoins. Il permet de prendre en compte la situation sociale, familiale et professionnelle de la personne et de l'orienter de manière adaptée vers les services de proximité correspondant à ses besoins.

C'est, par ailleurs, au cours de cet entretien que sont prescrites :

- la formation civique obligatoire,
- la formation linguistique.

Le suivi assidu et sérieux de la formation civique et le respect des valeurs de la République deviennent par ailleurs des conditions d'obtention de la nouvelle carte pluriannuelle de séjour créée par la loi du 7 mars 2016.

Une formation civique

Afin de mieux s'appropriier les valeurs de la République et de la société française, l'étranger est tenu de participer à une formation civique de 2 jours composée de 2 modules obligatoires.

> Module 1 :

Valeurs et institutions de la République française

Ce premier module aborde les thématiques des valeurs républicaines et des institutions nationales et locales. Les valeurs sont déclinées en principes juridiques (rattachés à leurs textes de référence), puis en droits et en devoirs, accompagnés d'exemples concrets. Chacune des valeurs est illustrée par un cas pratique de jurisprudence qui illustre

son impact dans la vie quotidienne.

> Module 2 :

Vivre et accéder à l'emploi en France

Ce second module se veut plus opérationnel et pratique. Il concerne notamment l'installation en France, l'accès à la santé, l'accès à l'éducation, le logement, ainsi que l'accès aux droits. Il prévoit aussi une demi-journée dédiée à l'accès à l'emploi et à la création d'activité.

Une formation linguistique

L'apprentissage du français est une condition impérative pour pouvoir s'intégrer dans la société française.

Sur la plateforme d'accueil de l'OFII, l'étranger primo-arrivant est soumis à un test écrit et oral destiné à mesurer ses compétences linguistiques en français.

En fonction des résultats et donc des besoins identifiés, 3 parcours de formation linguistique de 50 heures, 100 heures ou 200 heures peuvent être prescrits.

Les sanctions en cas de non-respect des obligations :

Le contrat d'intégration républicaine est conclu pour une durée d'un an. Il est respecté dès lors que les formations prescrites ont été suivies avec assiduité et sérieux et que l'étranger n'a pas manifesté de rejet des valeurs essentielles de la société française et de la République.

Le contrat peut être résilié par le Préfet sur proposition de l'OFII lorsque celui-ci constate que l'étranger, sans motif légitime, ne participe pas ou plus à une formation prescrite ou ne respecte pas les engagements souscrits dans le cadre du contrat d'intégration républicaine

Pour plus de renseignements :

<http://www.immigration.interieur.gouv.fr/Accueil-et-accompagnement/Le-contrat-d-integration-republicaine-CIR>

LA DEMANDE DE TITRE DE SÉJOUR

Une demande de titre de séjour s'effectue à la préfecture de son lieu de résidence, dans les 2 mois d'entrée en France et avant la fin de son visa.

Les conditions sont les suivantes :

Avoir plus de 18 ans, ne pas être ressortissante de l'Union Européenne, avoir le souhait de séjourner plus de 3 mois en France.



Il existe 2 types de titre de séjour :

- La carte de séjour temporaire valable 1 an et renouvelable (la carte « vie privée et familiale » donne le droit de travailler)
- La carte de résident valable 10 ans et renouvelable qui donne également le droit de travailler.

Si vous êtes conjointe d'un Français, étudiante, salariée, travailleuse temporaire vous devez demander un visa long séjour valant titre de séjour d'une durée supérieure à 3 mois au consulat de France.

Dès votre arrivée en France vous devez adresser à l'OFII :

- Le formulaire « visa de long séjour – OFII » complété (il vous a été remis par l'ambassade ou le consulat dans votre pays lors de votre demande de visa) ;
- Les copies du passeport où figurent les données de l'état civil, le cachet du poste frontière mentionnant la date d'entrée en France et la vignette visa.

LA NATIONALITÉ FRANÇAISE

Elle peut s'acquérir sous certaines conditions.

Pour acquérir la nationalité française, vous devez adhérer aux principes et aux valeurs essentielles de la République française et avoir une connaissance suffisante de la langue, de l'histoire, de la culture et de la société française, ainsi que des droits et devoirs conférés par la nationalité (article 21-24 du Code civil).

La France ne fait aucune distinction entre les binationaux et les autres Français sur le plan des droits et des devoirs liés à la citoyenneté. Cependant, dans votre pays d'origine, vous ne pouvez pas bénéficier de la protection des autorités françaises.

A SAVOIR

Si vous êtes mariée à un Français ou autorisée à séjourner en France au titre du regroupement familial et si vous êtes séparée de votre époux en raison de

violences conjugales, le Préfet peut, sous certaines conditions, vous accorder le renouvellement de votre carte de séjour temporaire.

Pour plus de renseignements :

Rendez-vous à la préfecture ou sur www.service-public.fr

LE LIVRET DU CITOYEN

Tout postulant à la naturalisation est appelé à se présenter devant un agent de préfecture pour un entretien individuel. Cet entretien a pour but de vérifier, en vertu de l'article 21-24 du code civil, que le demandeur possède notamment une connaissance suffisante de l'histoire, de la culture et de la société françaises.



Le livret du citoyen permet d'illustrer les domaines et le niveau des connaissances attendues. Il s'agit d'une aide apportée aux postulants et non d'un document exhaustif.

Ce livret est téléchargeable sur internet :

<http://www.immigration.interieur.gouv.fr/Accueil-et-accompagnement/Le-livret-du-citoyen>

LES VALEURS ET SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Les principes fondamentaux de la République française sont énoncés dans sa **devise** : « **Liberté, Égalité, Fraternité** ».

Ils se traduisent par des droits à la fois politiques et sociaux, qui ont été reconnus aux citoyens par les différents régimes républicains.

L'article 1^{er} de la Constitution s'inscrit dans ce cadre puisqu'il proclame que « **la France est une république indivisible, laïque, démocratique et sociale** ».

> INDIVISIBLE

Aucune partie du peuple, ni aucun individu, ne peut s'attribuer l'exercice de la souveraineté nationale. Seul le peuple exerce cette souveraineté par la voie de ses représentants (ex : les députés) ou du référendum. L'unité et l'indivisibilité garantissent une application uniforme du droit sur l'ensemble du territoire national.

> LAÏQUE

La République assure la liberté de conscience. Elle respecte toutes les croyances. Chacun est libre de croire, de ne pas croire, de changer de religion. La République garantit le libre exercice des cultes mais n'en reconnaît, n'en salarie, ni n'en subventionne aucun. La loi consacre la séparation des religions et de l'Etat.

> DÉMOCRATIQUE

Implique le respect des libertés fondamentales et la désignation des différents pouvoirs au suffrage universel (ouvert à tous les citoyens majeurs), égal (chaque électeur dispose d'une voix) et secret (chacun vote librement à l'abri de toute pression). La loi étant l'expression de la volonté générale, tout citoyen doit la respecter et nul n'est censé l'ignorer.

> SOCIALE

Le caractère social de la République résulte de l'affirmation du principe d'égalité. Il s'agit de contribuer à la cohésion sociale et de favoriser l'amélioration de la condition des plus démunis.

Les symboles de la république française :

Le peuple français se reconnaît dans la **déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen** et dans les principes démocratiques hérités de son histoire.

- L'emblème national est le drapeau tricolore, bleu, blanc et rouge.
- L'hymne national est la «Marseillaise».
- La devise de la République est « Liberté, Egalité, Fraternité ».
- La fête nationale est le 14 juillet.
- «Marianne » est la représentation symbolique de la République.
- La langue de la république est le français.

Les droits et devoirs du citoyen français :

Etre citoyen français exige de reconnaître que chaque être humain sans distinction de race, de religion, ni de croyance possède les droits inaliénables suivants :

LIBERTÉ

Les hommes et les femmes naissent et demeurent libres et égaux en droit. La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui. Le respect dû à la personne humaine interdit toute atteinte à sa dignité. Le corps humain est inviolable.

- > Nul ne peut être inquiété pour ses opinions pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public. Tout citoyen peut parler, écrire, imprimer librement sauf à répondre de l'abus de cette liberté.
- > Chacun a droit au respect de sa vie privée.
- > Personne ne peut être accusé, arrêté ni détenu autrement que dans les cas et formes déterminés par la loi.
- > Chacun est présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été jugé coupable.

- > Chacun a la liberté de former une association ou de participer à celle de son choix. Il peut adhérer librement aux partis ou groupements politiques qui contribuent à l'expression du suffrage universel, comme défendre ses droits et ses intérêts par l'action syndicale.
- > Tout citoyen français âgé de 18 ans est électeur. Chaque citoyen ayant la qualité d'électeur peut faire acte de candidature et être élu. Voter est un droit, c'est aussi un devoir civique.
- > Le droit de propriété est garanti par la loi.

ÉGALITÉ

Tous les citoyens sont égaux devant la loi, sans distinction de sexe, d'origine, de race ou de religion. La loi est la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse.

L'homme et la femme ont dans tous les domaines les mêmes droits.

La République favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives, ainsi qu'aux responsabilités professionnelles et sociales.

Chacun, homme et femme, peut librement exercer une profession, percevoir ses gains et en disposer comme il l'entend. Les citoyens français étant égaux, ils peuvent accéder à tout emploi public selon leurs capacités.

Les parents exercent en commun l'autorité parentale. Ils pourvoient à l'éducation des enfants et préparent leur avenir. L'instruction est obligatoire pour les enfants des deux sexes jusqu'à 16 ans.

Tout citoyen concourt à la défense et à la cohésion de la nation. Une personne qui a acquis la qualité de Français peut être déchue de la nationalité française si elle se soustrait à ses obligations de défense ou si elle s'est livrée à des actes contraires aux intérêts fondamentaux de la France, sans préjudice des dispositions du code pénal.

Chacun a le devoir de contribuer, selon ses capacités financières, aux dépenses de la nation par le versement d'impôts directs, indirects ou de cotisations sociales.

La nation garantit à tous la protection de la santé, la sécurité matérielle et le droit à congés.

Toute personne qui en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence.

Des permanences d'informations sur vos droits sont accessibles gratuitement dans vos communes :

Renseignez-vous auprès des Point d'Accès aux Droits (= PAD) et Maison de Justice et du Droit (= MJD)

Vous pouvez aussi obtenir une écoute, aide et accompagnement au Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles en Essonne (= CIDFF 91), situé au 17 Cours Blaise Pascal à Evry, 01 60 79 42 26.

L'APPRENTISSAGE DU FRANÇAIS

La connaissance du français est un facteur essentiel d'intégration. L'État a mis en place plusieurs dispositifs pour favoriser son apprentissage.

Pour plus de renseignements :

www.immigration.interieur.gouv.fr/Accueil-et-accompagnement/L-apprentissage-du-francais/Les-dispositifs-d-apprentissage-du-francais-pour-les-etrangers

Les associations de proximité et mairies ont également mis en place des cours de français et d'alphabétisation (se renseigner auprès de la mairie de votre lieu d'habitation).

LA FAMILLE

Les 3 formes d'union entre 2 personnes de sexe différent ou de même sexe :

- > Le mariage : acte juridique basé sur le consentement mutuel des deux époux. Seul le mariage civil est reconnu légalement en France, il doit donc obligatoirement intervenir avant un mariage traditionnel ou religieux ;
- > Le pacte civil de solidarité (PACS) : contrat conclu pour organiser la vie commune entre deux personnes ;
- > Le concubinage : union de fait, caractérisée par une communauté de vie stable entre deux personnes.

La séparation et le divorce

Tout comme vous pouvez décider librement de vivre en couple, vous pouvez décider de mettre fin à votre vie commune.

Si vous êtes mariée, vous pouvez demander le divorce. Il existe différentes procédures qui ont lieu au Tribunal de Grande Instance. L'assistance d'un avocat est obligatoire. Vous pouvez bénéficier de l'aide juridictionnelle, sous conditions.

Après le divorce, des aides peuvent vous être attribuées (voir avec la Caisse d'Allocations Familiales – CAF de l'Essonne www.caf.fr).

La répudiation n'existe pas en droit français.

L'autorité parentale

L'autorité parentale est l'ensemble des droits et des devoirs des parents à l'égard de leurs enfants, âgés de moins de 18 ans.

Elle est exercée en commun par les 2 parents qu'ils soient mariés ou non, qu'ils vivent ensemble ou séparément (sauf cas particuliers).

L'enlèvement international ou le déplacement illicite d'enfants

Un parent ne peut pas décider seul d'emmener son enfant dans une autre ville ou un autre pays sans l'accord de l'autre parent ou d'un juge aux affaires familiales.



Pour plus de renseignements :

116000 : numéro d'urgence gratuit et accessible 7j7 et 24h24

<http://www.116000enfantsdisparus.fr/votre-enfant-a-disparu/enlevement-parental.html>

Le regroupement familial

D'une manière générale, vous pouvez être rejoint en France par votre conjoint majeur et vos enfants mineurs, et ou par vos enfants d'une précédente union ou par les enfants mineurs de votre conjoint, sous conditions. Ils bénéficieront d'un titre de séjour et du droit de travailler, selon leur âge.

Pour toute information adressez-vous à l'OFII.

LES PRATIQUES INTERDITES

Pour des renseignements sur toutes les catégories ci-dessous :
contactez l'association MEDIAVIPP 91 au 01 60 78 84 20
Tribunal de Grande Instance • 9 rue des Mazières • 91012 Évry Cedex

> Les violences physiques, sexuelles, morales, économiques ou psychologiques

Toutes les violences sont interdites, même commises au sein du couple et sur les enfants ; leurs auteurs sont condamnés par la loi.

En cas d'urgence faites le 17 (police ou gendarmerie).

Avant de quitter le domicile familial, adressez-vous à la police ou à la gendarmerie.

Pour plus de renseignements :

Appelez le 3919,

ou allez sur le site internet dédié aux violences faites aux femmes : www.stop-violences-femmes.gouv.fr/

Contactez Femmes solidarité 91, à Ris-Orangis :

01 70 58 93 37

(pour prendre rendez-vous)

01 70 58 93 30

(pour être écouté).

> Les mariages forcés et arrangés

Le mariage exige le consentement mutuel des futurs époux. S'il est prouvé que l'un des époux (ou les deux) a été contraint de se marier, le mariage peut être annulé.

L'âge légal pour se marier en France est de 18 ans.

Seul le mariage civil est reconnu par la loi et ouvre des droits, le mariage

religieux et coutumier n'a pas de valeur juridique.

Pour plus de renseignements :

GAMS Ile-de-France :

06 70 83 31 73

<http://federatiorgams.org/>

Voix de femmes :

01 30 31 55 76

<http://www.association-voixdefemmes.fr/>

**En cas d'urgence
appelez la police : 17**

> Les mutilations sexuelles féminines

Toute forme de mutilation pratiquée sur les organes génitaux féminins est interdite.

Les peines peuvent atteindre 20 ans d'emprisonnement et 150 000€ d'amende. La loi française s'applique également lorsque la mutilation est commise à l'étranger.

> La polygamie

Le mariage d'un homme avec plusieurs femmes est interdit, c'est un délit sanctionné pénalement. Un homme ne peut pas se marier sur le territoire français s'il a déjà une épouse. Le mariage religieux n'ouvre aucun droit.

En cas de litige, le juge applique au procès soit la loi française, soit une loi étrangère déterminée par la nationalité des parties.

Pour plus de renseignements :

EEAPO en finir avec la polygamie :

07 81 37 94 42

<http://www.efapo-france.org/>

> La dissimulation du visage dans l'espace public

Depuis 2011 et pour des questions de sécurité publique, femmes, hommes et enfants

ne peuvent pas cacher leur visage dans l'espace public. Cela est punissable d'une amende qui peut coûter entre 150€ et 30 000€.

> Harcèlement sexuel au travail

Le harcèlement sexuel est un délit quel que soit le lien entre l'auteur et la victime. Toutefois, la loi prévoit une protection spécifique lors d'un harcèlement sexuel pour les salariés, les agents publics et les stagiaires. Le harcèlement sexuel

c'est le fait d'imposer à une personne de façon répétée, des paroles ou des actes à connotation sexuelle qui sont humiliants, dégradants, intimidants, violents... S'il y a contact physique c'est encore plus gravement puni, on parle « d'agression sexuelle », exemple : une main sur les fesses.

LE LOGEMENT

Vous cherchez un logement,

La plupart des logements appartiennent à des bailleurs privés. Pour les rencontrer, rendez vous dans des agences immobilières (attention ils prennent des frais d'agence une fois qu'ils vous ont trouvé un bien) ou regardez les petites annonces sur internet (méfiez-vous des « locations contre services »).



Pour accéder à un logement social (moins cher mais très long à obtenir), vous pouvez vous renseigner auprès de l'assistance de service social de votre secteur : mairie (Centre Communal d'Action Sociale = CCAS) ou conseil départemental (Maison Départementale des Solidarités = MDS)

<http://www.demande-logement-social.gouv.fr/>

Dans certains cas vous pouvez bénéficier d'aides (sous conditions)

- Prestations logement auprès de la CAF de l'Essonne www.caf.fr.
- Fonds de solidarité pour le logement (FSL) auprès du conseil départemental.

Besoin d'un hébergement d'urgence, appelez le 115

Le 115 est un numéro d'urgence à n'utiliser que si vous êtes sans possibilité d'hébergement au moment de l'appel. Le 115 octroie des places au jour le jour. Il n'y a jamais de réservation. L'hébergement d'urgence consiste à offrir à toute personne

sans domicile un accueil, un lit, un repas, la possibilité de se laver et de rencontrer un médecin et un travailleur social pour une orientation vers des structures adaptées.

LA SANTÉ

L'accès aux soins

Toute personne se trouvant sur le territoire français a droit aux soins. Si vous êtes en situation régulière, vous disposez d'une couverture sociale avec un numéro de sécurité sociale :

- Soit parce que vous travaillez ou êtes rattachée à votre conjoint qui travaille ;
- Soit si vous ne travaillez pas et si vous êtes en France depuis plus de 3 mois par la Couverture Maladie Universelle (CMU) et la Couverture Maladie Universelle Complémentaire (CMUC).

Cela vous permettra la prise en charge, totale ou partielle des frais médicaux, pharmaceutiques, de maternité, d'hospitalisation, etc.

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) délivre une Carte Vitale à présenter aux consultations, à l'hôpital, dans les pharmacies.

> *Pour plus de renseignements :*

*CPAM (Caisse Primaire d'Assurance Maladie) de l'Essonne
91040 EVRY Cédex*

36 46 (service 0,06 €/ min + prix d'un appel)

Lieu du point d'accueil en fonction de votre domicile.

La contraception

La contraception est l'ensemble des méthodes utilisées pour éviter une grossesse. C'est un droit inscrit dans la loi. Aucune autorisation de la famille ou du conjoint n'est nécessaire.

Pour choisir la méthode qui vous convient le mieux, vous pouvez vous adresser à :

- > Un médecin généraliste,
- > Un centre de planification et d'éducation familiale qui propose des consultations médicales gratuites et anonymes.
- > Un médecin gynécologue et dans certaines conditions une sage femme,
- > Un établissement d'information, de consultation et de conseil familial,

Si vous êtes mineure, vous n'avez pas besoin de l'autorisation de vos parents pour obtenir une contraception.

La gratuité et l'anonymat sont assurés dans les centres de planification et d'éducation familiale.

L'interruption volontaire de grossesse (IVG)

Vous êtes enceinte et vous ne voulez pas poursuivre cette grossesse, vous pouvez décider d'une interruption volontaire de grossesse (IVG). C'est un droit inscrit dans la loi. Adressez vous le plus tôt possible à un médecin dans un cabinet médical, dans un centre de planification ou dans un hôpital.

L'IVG doit être pratiquée avant la fin de la 12^{ème} semaine de grossesse.

Une mineure qui ne peut pas en parler à ses parents doit être accompagnée par une personne majeure de son choix.

<http://ivg.social-sante.gouv.fr/>

Pour plus de renseignements :

- > Centres de planification et d'éducation familiale : dans plusieurs villes essonniennes (<http://www.essonne.fr/sante-social/enfance-et-familles/de-la-grossesse-a-ladolescence/carte-interactive-des-centres-de-planification-et-deducation-familiale-cpef/#.WD6pFjEsKDo>)
- > Centres Départementaux de Prévention et de Santé : à Etampes, Evry, Juvisy-sur-Orge et Massy (<http://www.essonne.fr/les-annuaires/liste/thematique/les-centres-departementaux-de-prevention-et-de-sante-cdps/#.WD6pmTEsKDo>)
- > Centres de Protection Maternelle et Infantile (PMI) : dans plusieurs villes essonniennes (<http://www.essonne.fr/sante-social/enfance-et-familles/de-la-grossesse-a-ladolescence/carte-interactive-des-centres-de-protection-maternelle-et-infantile-pmi/#.WD6pZjEsKDo>)
- > Planning familial de l'Essonne à Grigny :
01 69 45 06 09
<http://www.planning-familial.org/>
- > <http://www.choisirsacontraception.fr/>



L'EMPLOI ET LA FORMATION

Travailler en France

Il faut être en situation régulière et être titulaire d'un titre autorisant le travail pour travailler en France.

Pour vous aider à trouver un emploi ou demander une formation, vous pouvez vous inscrire à Pôle Emploi (il y a une agence dans beaucoup de villes) : www.pole-emploi.fr , téléphonez au 3949 (service gratuit mais prix d'un appel local).

Si vous avez entre 16 et 25 ans, les missions locales peuvent vous aider (rendez-vous dans la mission locale proche de votre domicile) :

<http://www.andml.info/portals/20/content/annuaire/ML91.pdf>



Vous cherchez un emploi

Si vous avez travaillé quelques mois en France (minimum 4 mois à temps plein), vous pouvez avoir droit à une indemnité de chômage. Il faut alors vous inscrire à Pôle Emploi qui vous indiquera vos droits et devoirs (obligation de chercher activement un travail).

Pour apprendre ou poursuivre l'apprentissage du français, vous pouvez suivre des cours (gratuits ou avec une participation) auprès des centres socio-culturels et des associations.

Le contrat de travail peut être traduit dans votre langue d'origine sur demande (adressez-vous à inter service migrants : www.ism-interpretariat.fr/ 01 53 26 52 50)

Faire reconnaître vos diplômes et votre expérience

Certains de vos diplômes obtenus à l'étranger ne sont pas toujours valables en France mais vous pouvez sous certaines conditions les faire reconnaître par l'Etat.

Pour plus de renseignements :

Centre international d'études pédagogiques (CIEP) :

01 70 19 30 31 • Par mail : Enic-naric@ciep.fr

<http://www.ciep.fr/enic-naric-france>

L'expérience que vous avez acquise en travaillant, vos savoir-faire et compétences professionnelles peuvent vous permettre d'obtenir un diplôme.

Pour plus de renseignements :

CIBC 91 (Centre Interinstitutionnel de Bilan de Compétences de l'Essonne) : 01 69 36 45 89

<http://www.cibc91.com/index.php?lang=fr>

Changez votre permis en permis français

Avant un an de présence en France vous avez la possibilité de changer votre permis de conduire en permis de conduire français : renseignez-vous à la préfecture.

Des ateliers code de la route peuvent vous être proposés dans les associations locales. Renseignez-vous auprès de l'association Génération II à Evry (01 60 78 12 53 • 37 rue du Bois Sauvage).

L'école

La scolarisation des enfants jusqu'à 16 ans est obligatoire.

Pour les enfants de 11 à 16 ans : demandez un rendez-vous à la cellule d'accueil CASNAV (Centre Académique pour la Scolarisation des élèves Allophones Nouvellement Arrivés) :

<http://www.casnav.ac-versailles.fr>

Les CIO peuvent vous aider dans vos démarches :

http://www.ac-versailles.fr/public/jcms/asp_11994/cio

Une diversité d'actions est proposée par des associations de proximité

Ces activités visent l'intégration, le vivre ensemble et la rupture de l'isolement. En voici quelques-unes :

- > Des cours de langue française complémentaires, ou des ateliers de socialisation (discussion, gestion de la vie quotidienne)
- > Ateliers thématiques : accès aux droits, parentalité, l'école et les familles, les droits des femmes, l'interculturalité, la citoyenneté, la prévention et la lutte contre les préjugés et les discriminations, lutte contre les violences faites aux femmes, le vivre ensemble, la laïcité, la citoyenneté, ... ;
- > Des ateliers d'initiation à l'informatique ;
- > Les activités socioculturelles et socio-éducatives : des ateliers cuisine, couture, broderie, etc.
- > Des sorties culturelles, des sorties familiales, etc.
- > Des ateliers de code de la route (renseignez-vous auprès de l'association Génération II, à Evry)
- > Des traductrices et traducteurs dans votre langue d'origine.

C'est aussi lors de ces ateliers que vous pouvez faire connaître vos compétences et les faire reconnaître par une valorisation professionnelle.

Pour connaître les associations proches de chez vous et les activités qu'elles proposent, renseignez-vous auprès de votre mairie.



ESSONNE GUIDE FOR NEWLY-ARRIVED AND NEWLY-RESIDENT WOMEN IMMIGRANTS

**LEGAL AND PRACTICAL INFORMATION
USEFUL ADDRESSES**

CONTENTS

english version

P30

Introduction

P31

Integration pathway

P32 : The Republican Integration Contract (CIR)

P34 : Request for a residence permit

P35 : French nationality

P36 : The citizen's record book

P37 : The values and symbols of the French Republic

P41

Your rights and obligations

P41 : Learning French

P42 : Family

P46 : Housing

P47 : Health

P50 : Employment and training

P52

Associations which can help you

In December 2015, the Prefecture of Essonne and the French agency for immigration and integration (OFII) launched a study around the methods of assisting and guiding newcomers. This work, undertaken with numerous partners, led to the identification of the main stakeholders in the Essonne Network for Reception and Integration, in a document aimed at professionals.

To complement this operational tool, a working group for reception and integration of newly-arrived women created the concept of an individual booklet translated into several languages.

This booklet, distributed by the OFII to all newly-arrived and newly-resident women, will help them to understand the rights and duties of foreign persons arriving in France and facilitate their daily activities.

It is inspired by a similar booklet, published in the Eure and the Bas-Rhin departments in 2012 and republished at the end of 2016 in the entire Lorraine region, by women's rights delegations.

Florence Guittet, representative of the Prefect
Christine Boyard, representative for women's rights

This booklet aimed at newly-arrived and newly-resident women, produced by the FIA-ISM is a valuable tool full of essential information for the optimum integration of French rights and values which ensure the rights of liberty, equality and fraternity for everyone.

I hope you enjoy reading it.

Adolé Ankrah, Director of FIA-ISM



Article L.311-9 of the Code for the Entry and Residence of Foreigners and the Right to Asylum (CESEDA) states that “the foreigner admitted for the first time to reside in France and who wishes to remain permanently, must prepare his/her republican integration into French society. To this end, he/she signs with the State a Republican Integration Contract (CIR), known as a reception and integration contract (CAI) prior to the law dated 7 March 2016.

This law, concerning the rights of foreigners in France, reforms the mechanism for reception and integration of foreigners entering France to reside there for the first time and who wish to settle down there permanently.

From now on, by signing a CIR, the newly-arrived foreigner commits to respect the principles and values of French society and the Republic and to diligently and conscientiously follow the training which is provided for him/her.

THE REPUBLICAN INTEGRATION CONTRACT (CIR)

The contents of the Republican Integration Contract



The State, via the French agency for immigration and integration (OFII), organises and implements the following services :

A personalised interview

During reception at the OFII centres, the newly-arrived foreigner benefits from a personalised interview with an official.

This meeting is a first step in the assessment of the personal situation of the newly-arrived foreigner and his/her needs. It allows the OFII to consider the social, family and professional circumstances of the person and the appropriate referral to the local services which will serve his/her needs.

Furthermore, it is during this meeting that the following are prescribed :

- Obligatory civic training,
- Language training.

The conscientious and diligent participation in the civic training and the respect of the values of the Republic have also become conditions for receiving the new multi-year residency permit created by the law dated 7 March 2016.

Civic training

In order to improve his/her taking up of Republican values and those of French society, the foreigner is asked to participate in a 2-day civic training course made up of 2 compulsory modules.

> Module 1 :

Values and institutions of the French Republic

This first module looks at the themes of Republican values and national and local institutions. The values are expressed in legal principles (incorporated in reference texts), and in rights and obligations, accompanied by concrete examples. Each of the values is illustrated in a case study of legal precedent which illustrates its impact on daily life.

> Module 2 :

Living and accessing employment in France

This second module is more operational and practical. It notably covers immigrants' settling down in France, access to healthcare, education, housing and rights. It includes a half-day dedicated to accessing employment and setting up a business.

Language training

Learning the French language is essential to be able to integrate into French society.

At the OFII reception centre, the newly-arrived foreigner is required to undertake a written and oral test designed to evaluate his/her abilities in French. Depending on the results and the needs identified, they may be required to undertake one of 3 language training courses of 50, 100 or 200 hours.

Sanctions in case of non-observance of obligations :

The Republican Integration Contract is drawn up for a period of one year. It is considered to have been observed whenever the prescribed training has been followed conscientiously and diligently, and that the foreigner has not demonstrated any rejection of the essential values of French society and the Republic.

The contract may be terminated by the Prefect at the request of the OFII when the latter notes that the foreigner, without legitimate reason, does not participate, or ceases to participate, in a prescribed training course or does not observe the obligations to which he/she has subscribed within the Republican Integration Contract.

For more information :

<http://www.immigration.interieur.gouv.fr/Accueil-et-accompagnement/Le-contrat-d-integration-republicaine-CIR>

REQUEST FOR A RESIDENCE PERMIT

Requests for residence permits are to be made at the prefecture of the place of residence of the foreigner, within 2 months of their entry into France, and before the end of their visa's validity.

The conditions are as follows :

The applicant must be 18 years old or more, must not be a European Union citizen, and must wish to stay in France for at least 3 months.



There are 2 types of residence permit :

- The temporary resident card, valid for 1 year on a renewable basis (the “private and family life” card entitles the person to work).
- The resident card which is valid for 10 years on a renewable basis, which also entitles its owner to work.

If you are the spouse of a French person, a student, an employee, or a temporary worker, you may request a long-stay visa, which allows you to stay for a period of more than 3 months, from the French consulate.

As soon as you arrive in France you must provide the OFII with :

- The “OFII long stay visa” form – filled in (it was provided to you by the embassy or consulate in your country at the time of your visa request) ;
- Copies of the passport in which information of your civil status, the stamp of the border post mentioning the date of arrival in France, and the visa seal appear.

FRENCH NATIONALITY

It may be obtained under certain circumstances.

To acquire French nationality, you must respect the main principles and values of the French Republic and have sufficient knowledge of the language, the history, the culture, and the French society, as well as the rights and obligations conferred by French nationality (article 21-24 of the French Civil code).

France makes no distinction between dual nationality persons and other French citizens regarding rights and duties associated with citizenship. However, in your country of origin, you may not benefit from the protection of the French authorities.

PLEASE NOTE

If you are married to a French person or authorised to stay in France under the family reunification rules and if you are separated from your spouse due to

domestic violence, the Prefect may, under certain circumstances, grant you the renewal of your temporary resident card.

For more information :

Go to your prefecture or click on this link : www.service-public.fr

THE CITIZEN'S RECORD BOOK



All candidates for naturalisation are required to attend an appointment with an officer at the prefecture for an individual interview. The aim of this interview is to verify under article 21-24 of the French Civil code, that the applicant has sufficient knowledge of the history, the culture and the society of France.

The citizen's record book shows the types and the level of knowledge attained. It serves to assist applicants, and is not an exhaustive document.

This record book can be downloaded from the internet here : <http://www.immigration.interieur.gouv.fr/Accueil-et-accompagnement/Le-livret-du-citoyen>

THE VALUES AND SYMBOLS OF THE FRENCH REPUBLIC

The fundamental principles of the French Republic are expressed in the **motto** : « **Liberty, Equality, Fraternity** ».

They are expressed through rights that are both political and social, which have been accorded to citizens by different republican regimes.

The first article of the French constitution embodies this framework, stating that « **France is an indivisible, secular, democratic and social republic** ».

> INDIVISIBLE

No group of people, nor any individual person may be accorded the right to exercise national sovereignty. Only the people may exercise this sovereignty through its representatives (e.g. members of parliament) or through referendum. This unity and indivisibility guarantee a uniform application of rights throughout the entire national territory.

> SECULAR

The Republic guarantees freedom of conscience. It respects all beliefs. Each individual is free to have beliefs or not, or to change religion. The Republic guarantees the freedom to practise religion but does not recognise, nor pay, nor provide grants to any religions. Separation of religion from the State is

embodied in law.

> DEMOCRATIC

This implies the respect of fundamental freedoms and the designation of different powers through universal suffrage (applicable to all adult citizens), which is equal (each voter has one vote) and secret (each person may vote freely without any pressure). The law being the expression of the general will, every citizen must respect it and no-one has the right to ignore it.

> SOCIAL

The social nature of the Republic stems from the assertion of the principle of equality. Its purpose is to contribute to social cohesion and to facilitate the improvement of the condition of the most destitute individuals.

The symbols of the French Republic :

The French people are recognised in the **Declaration of Rights of Man and of the Citizen** and in the democratic principles inherited from its history.

- The national emblem is the tricolour flag, which is blue white and red.
- The national holiday is on the 14 July
- «Marianne » is the symbolic representation of the Republic.
- The national anthem is the “Marseillaise”.
- The motto of the Republic is “Liberty, Equality, Fraternity”.
- The language of the Republic is French.

Rights and duties of the French citizen :

Being a French citizen demands the recognisance that each human being, indistinctive of race, religion and beliefs possesses the following inalienable rights :

LIBERTY

Men and women are born and remain free and equal under the law. Freedom is the right to do whatever causes no harm to others. The respect due to human beings forbids any breach of their dignity. The human body is inviolable.

- > Nobody may be harassed regarding their opinions as long as their expression does not cause a public disturbance. Any citizen may speak, write, and print freely except if they abuse this freedom.
- > Nobody may be accused, arrested, or detained other than under circumstances and in the manner permitted by the law.
- > Everybody has the right to a private life.
- > Everybody is presumed innocent until they have been judged guilty.

- > Everybody has the freedom to form an association or to participate in an association of their choice. They may be members of parties or political groups which contribute to the expression of universal suffrage, and may also defend their rights and interests through union activity.
- > All French citizens over the age of 18 are voters. Each citizen has the rights of a voter and can run for election and be elected. Voting is a right, and also a civic duty.
- > Property rights are guaranteed by the law.

EQUALITY

All citizens are equal before the law, irrespective of gender, birthplace, race or religion. The law is the same for everybody, with respect to both protection and punishment.

Men and women have the same rights in all domains.

The Republic provides for equal access of women and men to electoral mandates and electoral office, as well as professional and social responsibilities.

Both men and women may freely exercise a profession, receive earnings and spend them how they may please.

French citizens are equal and may therefore access any public position of which they are capable.

Parents hold joint parental authority. They are responsible for the upbringing of their child(ren) and must prepare their future.

Education is obligatory for children of both sexes up to the age of 16.

Every citizen works towards the defence and the cohesion of the nation.

A person who has acquired French nationality may have this nationality removed if he/she does not observe his/her obligations regarding defence, or if he/she undertakes deeds which are contrary to the fundamental interests of France, without prejudice to the provisions of the French Penal code.

Each person has the duty to contribute, according to their financial capacity, to the expenses of the nation through the payment of direct and indirect taxes or social contributions.

The nation ensures for everybody the protection of their health, their material safety and the right to holidays.

Every person who, due to their age, their physical or mental health or their financial situation, is unable to work, has the right to obtain the appropriate means for existence from public authorities.

Information offices regarding your rights are accessible free of charge in your town :

find out more at your Access and Rights Information Point (PAD) and the Office for Justice and the Law (MJD).

You may also benefit from a listening ear, assistance and help at the Essonne Centre for Information on Women's' and Family Rights (CIDFF 91), located at 17 Cours Blaise Pascal in Evry, **01 60 79 42 26**.

LEARNING FRENCH

Knowledge of the French language is a crucial factor for integration. The State has set up several mechanisms to facilitate learning the language.

For more information :

www.immigration.interieur.gouv.fr/Accueil-et-accompagnement/L-apprentissage-du-francais/Les-dispositifs-d-apprentissage-du-francais-pour-les-etrangers

Local associations and town councils have also set up French lessons and reading lessons (find out more at your local council).

FAMILY

The 3 types of union between 2 persons of different or the same sex :

- > Marriage : a legal act based on the mutual consent of the two spouses. Only civil marriage is legally recognised in France, which must take place before a traditional or religious marriage ;
- > The Civil Solidarity Pact (PACS) : a contract prepared with the aim of organising the common living conditions between two people ;
- > Cohabitation : a de facto partnership, characterised by a stable shared life between two people.

Separation and divorce

Just as you may decide of your own free will to live in a couple, you may likewise decide to end your cohabitation.

If you are married, you can request a divorce. There are different procedures which take place at the Regional Court (Tribunal de Grande Instance). The help of a lawyer is compulsory. You may benefit from legal aid, under certain circumstances. After the divorce, financial assistance may be provided to you (contact the Family Allowance Office – CAF de l'Essonne www.caf.fr).

Renouncement does not exist under French law.

Parental authority

Parental authority is the body of rights and duties that parents have regarding their children who are under 18 years of age. It

is exercised on a joint basis by the 2 parents, whether they are married or not, and whether they live together or separately (except in specific circumstances).

International abduction or illicit movement of children

A parent may not decide on their own to take their child to another town or country without the agreement of the other parent or a family judge.



For more information :

116000 : free emergency number available 7 days a week, 24 hours a day.

<http://www.116000enfantsdisparus.fr/votre-enfant-a-disparu/enlevement-parental.html>

Family reunification

In general, you may be reunited in France with your adult partner and your non-adult children, and or with your children from a previous relationship or with your partner's non-adult children, under certain conditions. They will be entitled to a residency permit and the right to work, depending on their age.

For more information, please contact the OFII.

PROHIBITED PRACTICES

For more information about the categories below :
Contact the MEDIAVIPP 91 association on 01 60 78 84 20
or at the Tribunal de Grande Instance • 9 rue des Mazières •
91012 Évry Cedex.

> Physical, sexual, moral, financial or psychological violence

All violence is prohibited, even that inflicted within a couple and on its children; those who inflict it are convicted by the law.

In case of emergency, dial 17 (police or gendarmerie).

Before leaving the family home, contact the police or the gendarmerie.

For more information :

Call 3919,

or visit the website regarding violence inflicted on women : www.stop-violences-femmes.gouv.fr/

Contact Femmes solidarité 91, at Ris-Orangis :

01 70 58 93 37

(to make an appointment)

01 70 58 93 30

(to talk to someone).

> Forced or arranged marriage

Marriage requires the consent of the future spouses. If it is proved that one of the spouses (or both) has been forced to marry, the marriage can be annulled.

The legal age to marry in France is 18.

Only civil marriage is legally recognised and confers rights. Religious and

common law marriage is not legally recognised.

For more information :

[GAMS Ile-de-France](http://www.federationgams.org/) :

06 70 83 31 73

<http://federationgams.org/>

[Voix de femmes](http://www.association-voixdefemmes.fr/) :

01 30 31 55 76

<http://www.association-voixdefemmes.fr/>

In case of emergency call the police : 17

> **Female genital mutilation**

Any form of mutilation practiced on the genital organs of women is forbidden. Penalties can be as much as 20 years'

imprisonment and a fine of €150,000.

French law also applies when the mutilation is committed in a foreign country.

> **Polygamy**

The marriage of a man with several women is prohibited; it is a crime which is punishable under penal law. A man may not marry on French soil if he already has a wife. Religious marriage does not confer any rights.

In case of legal dispute, the judge applies to the hearing either French law, or a foreign law, determined by the nationality of the parties.

For more information :

*EFAPO stop polygamy :
07 81 37 94 42*

<http://www.efapo-france.org/>

> **Facial concealment in public areas**

Depuis Since 2011, for reasons of public safety, women, men and children

may not hide their face in public areas. This offence may be punished by a fine of between €150 and €30,000.

> **Sexual harassment in the workplace**

Sexual harassment is an offence whatever the relationship between the perpetrator and the victim. Nevertheless, the law provides specific protection for sexual harassment of private employees, public employees and interns.

Sexual harassment is defined as repeatedly subjecting a person to words or deeds of a sexual nature which is humiliating, degrading, intimidating, violent, etc. If physical contact occurs, the offence is subject to more serious punishment, and is defined as "sexual assault". For example: putting a hand on someone's posterior.

HOUSING

If you are looking for accommodation,

Most housing belongs to private landlords. To meet them, you need to contact estate agents (beware, they ask for agency fees once you have found the property you want) or look in the classified adverts on the internet (beware of “accommodation for services rendered”).



To obtain social housing (cheaper but it takes longer to find), you can contact the social services department of your area: town council (The Municipal Centre for Social Services = CCAS) or the departmental council (Departmental Office for Solidarity = MDS)

<http://www.demande-logement-social.gouv.fr/>

In certain circumstances, you may benefit from assistance (subject to conditions)

- Accommodation allowance from the Essonne CAF www.caf.fr
- Solidarity fund for housing (FSL) from the departmental council (conseil départemental).

If you need emergency shelter, call 115

115 is an emergency number which you can call only if you are completely without accommodation at the time of your call. 115 allocates places on a day by day basis. Reservations are not possible.

Emergency accommodation means offering any homeless person a shelter, a bed, a meal, the opportunity to wash and to consult a doctor and a social worker for referral to appropriate organisations.

HEALTH

Access to healthcare

Everyone who is on French soil has the right to healthcare. If your papers are in order, you have social security cover with a social security number :

- Either because you are working, or you are affiliated to your partner who is working ;
- Or if you are unemployed and if you have been in France for more than 3 months, you are covered by Universal Health Insurance (CMU) and Complementary Universal Health Insurance (CMUC).

This means you will be covered, partly or wholly for medical, pharmaceutical, maternity and hospitalisation fees, etc.

The Health Insurance Office (CPAM) provides you with an insurance card (Carte Vitale) to be presented at consultations, at the hospital and in chemists.

> *For more information :*

*CPAM (Caisse Primaire d'Assurance Maladie) de l'Essonne
91040 EVRY Cédex*

36 46 (charged at €0.06 / min + price of a call)

Local office location depends on where you reside.

Contraception

Contraception describes the methods used to avoid pregnancy. It is a right which is embodied in law. No family or partner authorisation is necessary.

To choose the method which is the most suitable for you, you can contact :

- > A general practitioner,
- > A family planning and education centre which offers free and anonymous medical consultations.
- > A gynaecological doctor and under certain circumstances a midwife,
- > An organisation for information, consultation and family counselling,

If you are a minor, you do not need parental authorisation to obtain contraception.

Free services and anonymity are guaranteed at family planning and education centres.

Termination of pregnancy (IVG)

If you are pregnant and you do not want to go through with the pregnancy, you may decide to choose to terminate the pregnancy. This is a right enshrined in law.

As soon as possible, contact a doctor in a surgery, a family planning clinic or a hospital.

Termination must be made before the end of the 12th week of pregnancy.

Any minor who cannot discuss this with her parents must be accompanied by an adult of her choice.

<http://ivg.social-sante.gouv.fr/>

For more information :

- > Family planning and education centres : available in several towns in the Essonne department : (<http://www.essonne.fr/sante-social/enfance-et-familles/de-la-grossesse-a-ladolescence/carte-interactive-des-centres-de-planification-et-deducation-familiale-cpef/#.WD6pFjEsKDo>)
- > Departmental Centres for Welfare and Health : in Etampes, Evry, Juvisy-sur-Orge and Massy : (<http://www.essonne.fr/les-annuaires/liste/thematique/les-centres-departementaux-de-prevention-et-de-sante-cdps/#.WD6pmTEsKDo>)
- > Mother and Child Welfare Centres (PMI) : available in several Essonne towns : (<http://www.essonne.fr/sante-social/enfance-et-familles/de-la-grossesse-a-ladolescence/carte-interactive-des-centres-de-protection-maternelle-et-infantile-pmi/#.WD6pZjEsKDo>)
- > Essonne family planning in Grigny :
01 69 45 06 09
<http://www.planning-familial.org/>
- > <http://www.choisirsacontraception.fr/>



EMPLOYMENT AND TRAINING

Working in France

Your papers need to be in order and you need to possess a document authorising you to work in order to work in France.

To help you find work, or to request a training course, you can register at the job centre (Pôle Emploi) (there are offices in many towns) www.pole-emploi.fr. Call them on 3949 (free service, but allow for the cost of a phone call)

If you are between 16 and 25 years old, local offices for youth work and social integration (missions locales) may be of assistance (contact the nearest mission locale to your place of residence) :

<http://www.andml.info/portals/20/content/annuaire/ML91.pdf>



If you are looking for work

If you have worked for several months in France (minimum 4 months of full time work), you may have the right to unemployment benefits. You need to register at the job centre, which will inform you about your rights and obligations (obligation to actively seek employment).

To learn or follow a training course on the French language, you can enrol on courses (free or subject to a financial contribution) with socio-cultural centres and associations.

The employment contract can be translated into your native language on request (contact the inter-services for migrants : www.ism-interpretariat.fr/ 01 53 26 52 50)

Obtain recognition for your qualifications and experience

Some of your qualifications obtained in a foreign country are still not valid in France, but you may under certain circumstances be able to obtain recognition of them by the State.

For more information :

International Centre for Pedagogical Studies (CIEP) :

01 70 19 30 31 • E-mail : Enic-naric@ciep.fr

<http://www.ciep.fr/enic-naric-france>

The experience that you have acquired through work, your know-how and professional skills, may allow you to obtain a diploma.

For more information :

CIBC 91 (Essonne Inter-institutional Centre for Skills Inventory) :

01 69 36 45 89

<http://www.cibc91.com/index.php?lang=fr>

Replace your driving licence with a French driving licence

If you have been present in France for less than a year, you may be able to replace your driving licence with a French driving licence. Find out more at the prefecture.

Highway code workshops may be offered by local associations. Find out more at the association Génération II in Evry (01 60 78 12 53 • 37 rue du Bois Sauvage).

School

Schooling of children up to age 16 is obligatory.

For children aged 11 to 16 years old: request an appointment with the CASNAV reception centre (Academic Centre for schooling of newly arrived non-native speakers) :

<http://www.casnav.ac-versailles.fr>

The Information and Guidance Centres (CIO) can help you with your procedures :

http://www.ac-versailles.fr/public/jcms/asp_11994/cio

A range of activities is proposed by local associations

These activities deal with integration, community life, and preventing isolation. Below are a few of them :

- > Complementary French language lessons, or socialisation workshops (discussions, management of daily life)
- > Thematic workshops: access to rights, parenting, schools and families, women's rights, interculturality, citizenship, prevention of and combating prejudice and discrimination, prevention of violence against women, living together, secularity, citizenship, etc.;
- > Workshops on introduction to Information Technology ;
- > Socio-cultural and socio-educational activities : Cooking workshops, sewing, embroidery, etc.
- > Cultural excursions, family days out, etc.
- > Highway code workshops (find out more at the association Génération II in Evry)
- > Translators who work in your native language.

It is also during these workshops that you can inform others about your skills and have them recognised by a professional evaluation.

To find out more about your local associations and the activities that they offer, contact your local council.

YENİ ERİŞEN VE YENİ GELEN GÖÇMEN KADINLAR İÇİN ESSONNE BÖLGESİ REHBERİ

YASAL VE PRATİK BİLGİLER
YARARLI ADRESLER

ÖZET

türkçe versiyon

P56

Giriş

P57

Entegrasyon parkuru

- P58 : Cumhuriyet değerlerine uyum sözleşmesi (CİR)
- P60 : Oturum kartı talebi
- P61 : Fransız vatandaşlığı
- P62 : Vatandaşlık kitapçığı
- P63 : Fransız Cumhuriyeti'nin sembolleri ve değerleri

P67

Haklarınız ve görevleriniz

- P67 : Fransızca öğrenme
- P68 : Aile
- P72 : Konut
- P73 : Sağlık
- P76 : İstihdam ve eğitim

P78

Hizmetinizde olan dernekler

Aralık 2015 yılında, Essonne valiliği ile Göç ve Entegrasyon Fransız Ofisi, usullerini ve yeni gelenler yönünde gönüllü olarak eşlik bir çalışmaya girmişlerdir. Çok sayıda ortaklar ile gerçekleştirilen bu çalışma, profesyonellere tasarlanmış bir belgedir, bu belgede Essonne entegrasyon ve karşılıklı ağının temel aktörleri belirlenmiştir.

Bu operasyon işlemini tamamlamak için, yeni gelen kadınların karşılanması ve entegrasyonu amacıyla, belirli çalışma grubu çeşitli dillere çevrilmiş bir bireysel kitapçık fikri oluşturdu.

Tüm yeni erişen ve yeni gelen kadınlara OFİİ'de dağıtılan bu kitapçık, onların haklarını ve Fransa'ya gelen yabancıların görevlerini açıklayacak ve gündelik yaşama yaklaşımlarını kolaylaştıracaktır.

Kadın hakları konusundaki heyetler tarafından, 2012 senesinde EURE ve BAS RHİN bölgelerinde ve 2016 sene sonunda tekrar LORRAİNE bölgesi genelinde yayınlanmış, benzer bir kitapçıktan esinlenmiştir.

Florence Guittet, Vali temsilcisi
Christine Boyard, Kadın hakları temsilcisi

Bu kitapçıkta, yeni gelen ve yeni erişen kadınlara yönelik, daha iyi Fransız mülkiyet haklarını ve değerlerini herkes için özgürlük, eşitlik, kardeşlik garantisini veriyor, gerekli değerli bilgileri tanıtmak için FİA-İSM görevlendirildi.

İyi okumalar.

Adolé Ankrah, FİA-İSM'in müdürü



Yabancıların girişi, oturma ve iltica hakkı Kanun'un L.311-9 Madde (CESEDA) öngörmekte, "Fransa'da İlk kez kalma başvurusu kabul edilen yabancı, kalıcı olarak yerleşmek isteyen, Fransız toplumunda Cumhuriyet değerlerine uyum sağlaması hazırlığına başlar. Bu amaçla, devlet ile Cumhuriyet Değerleri Uyum Sözleşmesi (CİR) imzalar". 7 Mart 2016 tarihindeki yasadan önceki eski adı Kabul ve Uyum sözleşmesiydi (CAI).

Fransa'da yabancıların haklarıyla ilgili bu yasa, Fransa'da İlk kez kalma başvurusu kabul edilen yabancıların ve devamlı kalmayı sürdürmek isteyenlerin karşılama ve entegrasyonunu yeniden düzenliyor.

Artık, CİR imzalanması ile yeni gelen yabancı Fransız Cumhuriyetinin ve toplumunun ilke ve değerlerine uyumayı kabul ederek, kendisine belirlenmiş eğitimi ciddi ve düzenli olarak takip edecektir.

CUMHURİYET DEĞERLERİ UYUM SÖZLEŞMESİ (CİR)



Cumhuriyet Değerlerine Uyum Sözleşmesinin içeriği

Devlet, Göç ve Entegrasyon Fransız Ofisi aracılığıyla (OFİİ), aşağıdaki hizmetleri üstlenir ve organize eder :

Kişisel görüşme

OFİİ platformları karşılaşmasında, yeni gelen yabancı bir dinleyici ile kişisel bir görüşmeden yararlanacaktır.

Bu görüşmenin amacı yeni gelen yabancıнын bireysel durumu ve ihtiyaçlarını değerlendirmektir. Kişinin sosyal, aile ve profesyonel durumu dikkate alınmasına yardımcı olmakta ve onun ihtiyaçlarına göre uygun bir şekilde yerel hizmetlere yönlendirme yapmaktır.

Böylelikle, bu görüşme sırasında belirlenir :

- Zorunlu vatandaşlık eğitimi,
- Dil eğitimi.

7 Mart 2016 yasası tarafından oluşturulan yeni çok yıllık oturma izni kartı elde etmek için, Cumhuriyet değerlerine saygı gösterme ve yurttaşlık eğitimine gayretli ve ciddi takip etmek şartlarındandır.

Vatandaşlık eğitimi

Cumhuriyet'in değerlerini ve Fransız toplumunu daha iyi sahiplenebilmek için, yabancı 2 tane zorunlu modülden oluşan 2 günlük vatandaşlık eğitimine katılması gerekmektedir.

>Modül 1 :

Fransa Cumhuriyetinin değerleri ve kurumları

Bu ilk modül cumhuriyetin konusal değerlerini, ulusal ve yerel kurumlardan bahseder. Değerler somut örnekler eşliğinde, hak ve görevleri, (kendi referans metinlerine bağlı) hukuk ilkelerine ayrılır. Değerlerin her biri günlük yaşam üzerindeki etkisini gösterir pratik içtihatlı durumu ile gösterilmiştir

>Modül 2 :

Fransa'da yaşamak ve iş bulmak

Bu ikinci modül daha fazla işlemsel ve pratik olma amaçlıdır. Özellikle sağlığa erişme, eğitime erişme, konut ve de haklara erişme, Fransa'ya yerleşmekle ilgilidir. Ayrıca yarım günü istihdam ve iş kurmaya erişmek için öngörülmüştür.

Dil eğitimi

Fransız toplumuna uyum sağlayabilmek için Fransızca öğrenmek temel şarttır.

OFİİ karşılama platformunda, yeni gelen yabancı Fransız dil becerileri seviyesini ölçme amacıyla yazılı ve sözlü testten geçecektir. Alınan sonuçlarına ve belirlenen ihtiyaçlarına göre, 3 dil eğitim kursuna ayrılır, 50, 100 veya 200 saatlik.

Bu zorunluluklara uyumsuzluk durumundaki cezalar :

Cumhuriyet değerleri uyum sözleşmesi bir senelik süre için yapılmıştır. Öngörülen eğitimler ciddi ve düzenli olarak takip edildi ise ve yabancı Fransa Cumhuriyetinin ve Fransız toplumunun temel değerlerine reddetmediyse o zaman saygı duymuş bulunur.

Cumhuriyet Değerleri uyum sözleşmesi kapsamında taahhütlere saygı duymayan ve öngörülen eğitime katılmayan yabancı OFİİ tarafından fark edilerek, bildirildiğinde, meşru bir gerekçe olmaksızın, vali tarafından sözleşme feshedilebilir.

Bilgi için :

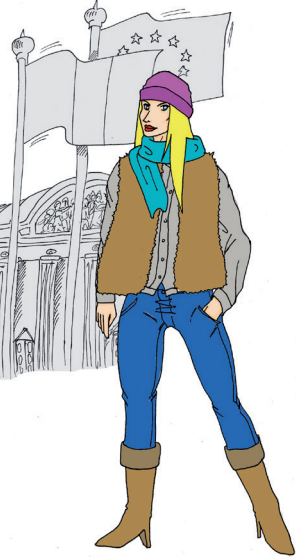
<http://www.immigration.interieur.gouv.fr/Accueil-et-accompagnement/Le-contrat-d-integration-republicaine-CIR>

OTURUM KARTI TALEBİ

Fransa'ya giriş tarihinizden itibaren 2 ay içinde ve vize tarihiniz bitmeden oturduğunuz yerin valiliğine başvurmanız gerekir.

Koşullar aşağıdaki gibidir :

Yaşınız 18'in üzerinde olmak, Avrupa Birliğine bağlı bir ülkeden olmamak, Fransa'da 3 aydan daha fazla bir süreyle kalmak istemek.



2 türlü oturum izini vardır :

- Geçici oturum kartı, 1 yıl süreyle geçerli ve yenilenir (« Aile ve özel yaşam » kartı, çalışma hakkı verir.
- Göçmen Oturum Kartı, 10 yıl süreyle geçerli ve yenilenir aynı zamanda çalışma hakkı verir.

Eğer eşiniz Fransız vatandaşıysa, öğrenci, işçi veya geçici işçiyse ülkenizdeki Fransız konsolosluğundan uzun süreli bir vize istemeniz gerekir, bu vizenin süresi 3 aydan fazla olup oturum izini yerine geçer.

Fransa'ya geldiğiniz andan itibaren :

- “Uzun süreli vize – OFİİ” Formu, (ülkenizdeki elçilik veya konsolosluk tarafından vize talebinde bulunduğunuz anda verilen form), doldurularak ;
- Pasaportunuzun kimlik bilgileri olan bölüm, Fransa'ya giriş tarihini gösteren gümrük mührü ve vize pulu kopyaları. OFİİ'ye göndermeniz gerekir.

FRANSIZ VANTANDAŞLIĞI

Bazı koşullar altında, hak edebilirsiniz.

Fransız vatandaşlığını hak edebilmek için, Fransa Cumhuriyetinin ilke ve temel değerlerine uymanız, yeterince Fransız dilini, tarihini, kültürünü ve Fransız toplumunu, haklarını ve görevlerini bilmeniz gerekir. (Medeni kanun'un 21-24 maddesi).

Fransa, yurttaşlıkla ilgili hakları ve görevleri konusunda çifte vatandaşlığı olan vatandaşlarını ve diğer vatandaşları arasında hiçbir ayırım yapmaz. Fakat, köken olduğunuz ülkenizde, Fransız makamlarının korunmasından yararlanamazsınız.

BİLİNMESİ GEREKEN NOTE

Eğer eşiniz fransız vatandaşysa veya aile birleşim kapsamında Fransa’da ikamet etme izinine sahipseniz veya aile içi şiddet

nedeniyle ayrıldıysanız, size vali tarafından, belirli koşullar altında, geçici oturma izninizin yenilenmesi için izin verebilir.

Bilgi için :

Valilikten randevu alınız ou sur : www.service-public.fr

VATANDAŞLIK KİTAPÇIĞI

Vatandaşlığa başvuran bireyler valiliğin memuru karşısına çıkmak için çağırılır, kişisel bir görüşme yapılır. Bu görüşme, Medeni Kanun’un 21-24 maddesi altında, başvuran bireyin özellikle tarih, kültür ve Fransız toplumunu hakkında yeterli bilgiye sahip olduğunu doğrulamak amacıyla yapılır.

Vatandaşlık kitapçığı beklenen bilgi düzeyini ve alanları görüntülemektedir. Bu başvuran adaylara yardım amaçlıdır ve geniş kapsamlı, eksiksiz bir belge değildir.

Bu kitapçık internette indirilir :

<http://www.immigration.interieur.gouv.fr/Accueil-et-accompagnement/Le-livret-du-citoyen>



FRANSIZ CUMHURİYETİ'NİN SEMBOLLERİ VE DEĞERLERİ

Fransız Cumhuriyeti'nin temel ilkeleri sloganı : « Özgürlük, Eşitlik, Kardeşlik ».

Çeşitli cumhuriyet rejimleri tarafından vatandaşlarına verilen hem siyasi ve sosyal hakların açıklamasıdır.

Anayasanın 1. Maddesi bu bağlamda ilan edildiğinden beri « Fransa bölünmez, lâik, demokratik ve sosyal bir Cumhuriyettir ».

> BÖLÜNMEZ

Halkın hiçbir parçası, ne de herhangi bir bireyi, milli egemenliği gasp edemez. Sadece halk egemenliğini temsilcileri ile (örneğin milletvekili) ya da referandum yoluyla gerçekleştirilir. Birlik ve bölünmezlik ülke genelinde hukukun düzgün uygulanmasını korur.

> LÂİK

Cumhuriyet vicdan özgürlüğü güvencesi altındadır. Tüm inançlara saygı gösterir. Herkes inanmaya, inanmamaya, din değiştirmeye sebestir. Cumhuriyet ibadet özgürlünü garanti altına alır, ama tanımaz, para ödemez ne de herhangi bir para yardımıyla bulunmaz.

Kanun devlet ve dinlerin ayırımını kabul eder.

> DEMOKRATİK

Temel özgürlüklere saygı ve eşitlik genel hak yöntemiyle tayin edilir (tüm reşit olan vatandaşlara açık), eşit (her seçmen bir oya sahiptir) ve gizli (her seçmen serbest ve baskısız oy kullanır). Yasa, genel iradenin ifadesidir, her vatandaş saygı göstermeli ve hiç kimse bunu görmemezlikten gelemes.

> SOSYAL

Cumhuriyet'in toplumsal niteliği eşitlik ilkesinin doğrulamasından kaynaklanır. Sosyal bağlılığa katkı ve yoksulluk durumunu iyileştirmeyi teşvik etmektedir.

Fransa Cumhuriyetinin sembolleri :

Fransız halkı kendini İnsan hakları ve vatandaş beyannamesinde ve demokratik ilkelerin tarihinin mirasçısı olarak tanımaktadır.

- Ulusal Amblemi üç renki bayrağıdır, mavi, beyaz ve kırmızı.
- Milli bayram günü 14 Temmuz'dur.
- Milli marşı "Marseyz" 'dir.
- "Marianne" Cumhuriyetin sembolik bir temsilidir.
- Cumhuriyet sloganı "Özgürlük, Eşitlik, Kardeşlik" 'tir.
- Cumhuriyetin dili Fransızcadır.

Fransız vatandaşlarının hak ve görevleri :

Fransız vatandaşı olmak, ırk, din, inanç ayrımı yapmaksızın her insanı tanımak ve aşağıdaki vazgeçilmez haklara sahip olmaktır :

ÖZGÜRLÜK

Erkekler ve kadınlar, haklar bakımından özgür, eşit doğar ve yaşarlar. Özgürlük başkalarına zarar vermeden istediğini yapabilmektir. İnsana ait saygı ve haysiyeti üzerine olan herhangi bir saldırı yasaktır. İnsan vücudu dokunulmazdır.

- > Hiç kimse görüşlerinden endişelenmez yeterki eylemleri Kamu düzenine rahatsızlık verilmesin. Her vatandaş özgürce konuşabilir, yazabilir, yazdırabilir fakat bu özgürlüğü kötüye kulladığında hesap vermelidir.
- > Herkes özel hayatına saygı gösterilmesi hakkına sahiptir.
- > Yasanın öngördüğü hallerde ve biçimler dışında hiç kimse suçlanamaz, yakalanıp tutuklanamaz.

- > Her insan suçlu olduğuna karar verilinceye kadar masum sayılır.
- > Her insan dernek kurma veya kendi seçtiği birine katılma özgürlüğüne sahiptir. Genel oy ifadesine katkıda bulunan siyasi partiler veya gruplara serbestçe katılabilir, örneğin sendika eylem yoluyla haklarını ve çıkarlarını savunmabilmek gibi.
- > 18 yaşında olan Fransız vatandaşı seçmendir. Her vatandaş seçmen niteliğindedir başvuru yapıp seçilebilir. Oy kullanmak bir haktır aynı zamanda vatandaşın görevidir

EXITLIK

Tüm yurttaşlar cinsiyetleri, kökenleri, dinleri, fikirleri ve cinsel tercihleri ne olursa olsun aynı haklara sahiptir. Kadınlar ve erkekler tüm alanlarda aynı haklara sahiptir.

Cumhuriyet kadınlara ve erkeklere seçim görev ve seçmeli fonksiyonlarına eşit erişimi için, yanı sıra profesyonel ve sosyal sorumluluklarda da destekliyor.

Tün kadınlar ve erkekler, serbestçe bir meslekte çalışabilir, kazanç elde edebilir ve istediği şekilde kullanabilir.

Fransız vatandaşları eşit olduğundan, yeteneklerine göre her türlü kamu istihdamına erişebilirler.

Ebeveynler birlikte velayet hakkını kullanırlar. Onlar çocuklarının eğitimini sağlar ve geleceklerini hazırlarlar.

Eğitim 16 yaşına kadar her iki cinsiyetten olan çocuklar için mecburidir.

Her vatandaş savunma ve millet bağının katkısında bulunur. Fransız vatandaşlığını hak etmiş olan kişi, Ceza Kanunu'nun hükümlerine bağlı kalmaksızın, savunma yükümlülüklerinden kaçıyor veya Fransa'nın temel çıkarlarına aykırı bir faaliyet gösterdiyse Fransız vatandaşlığından çıkartılabilir.

Herkes kendi maddi kabiliyetine göre görevi, dolaylı, dolaysız vergi veya sosyal prim ödeyerek orantılı olarak milletimizin giderlerine katkıda bulunmalıdır.

Devlet herkese sağlık, manevi emniyet ve izin hakkının korunmasına garanti verir.

Herhangi bir kişi, yaşı, zihinsel veya fiziksel durumuyla, ekonomik nedeniyle, iş görememezlik durumuna düşerse, kuruluştan uygun imkanlarla yaşayabilmek için yardım elde etme hakkına sahiptir.

Belediyelerinizdeki olan bürolardan haklarınızla ilgili bilgiye ulaşmak ücretsizdir :

Point d'Accés aux droits (Haklara erişim noktalarına) (=PAD) ve Maison de Justice et du Droit (Adalet ve hukuk evi) (=MJD) danışınız.

Ayrıca Essonne bölgesinin kadınların ve Ailelerin hakları hakkında bilgi merkezi (Centre d'Information sur les droits des Femmes et des Familles en Essonne) tarafından eşlik edilebilirsiniz, yardım alabilirsiniz ve dinlenebilirsiniz (=CIDFF 91), bulunduğu adres 17 Cours Blaise Pascal EVRY'de, 01 60 79 42 26.

FRANSIZCA ÖĞRENİM

Fransızca'yı bilmek entegrasyonun temel faktörüdür. Devlet öğrenimi teşvik etmek için çeşitli düzen kurmuştur.

Bilgi için :

www.immigration.interieur.gouv.fr/Accueil-et-accompagnement/L-apprentissage-du-francais/Les-dispositifs-d-apprentissage-du-francais-pour-les-etrangers

Bununla birlikte, okuma-yazma ve Fransızca derslerini belediyelerde ve Mahalle derneklerinde kurulmuş, kurumlardan alabilirsiniz. (Oturdüğünüz belediyeden bilgi alınız).

3 çeşit birliktelik olasılığı vardır ayrı veya aynı cinsten iki kişi :

- > Evlilik : Karşılıklı iki kişinin kararı üzerine yapılan hukuki bir işlemdir. Fransa’da yasal olarak medeni nikâh geçerlidir, geleneksel veya dini nikâhtan önce gerçekleşmelidir ;
- > Medeni Dayanışma Anlaşması (PACS) : iki birey arasında ortak yaşamlarını düzenlemek amacıyla yapılan bir sözleşmedir ;
- > Nikâhsız çift hayatı : iki bireyin istikrarlı bir şekilde birlikte yaşamalarıdır.

Ayrılık ve boşanma

Nasıl ki, çift olarak hayatınızı serbestçe yaşamaya karar verdiyseniz, müşterek hayatınızda sona erdirme kararını da verebilirsiniz.

Eğer evliyseniz boşanma isteğinde bulunabilirsiniz. Asliye Hukuk Mahkemesinde değişik davalar bulunmaktadır. Bir avukat yardımı mecburidir. Belli şartlarda, Adli yardımdan faydalanabilirsiniz. Boşanma sonrası, bazı yardımlar size verilebilir. (Aile Yardım Sandığıyla görüşün, Caisse d’allocations familiale – CAF de l’Essonne www.caf.fr).

Fransız hukukunda boşananı-ayrılananı reddetmek yoktur.

Velayet

Velayet yetkisi, 18 yaş altında olan çocuklarının üzerinde ebeveynlerin toplu hakları ve görevleridir. Beraber veya ayrı yaşalarda, evli olsalarda olmasalarda, her iki ebeveyn tarafından müşterek olarak kullanılır (özel durum haricinde).

Uluslararası çocuk kaçırma veya yasa dışı yollarla yer deęiřtirmesi

Aile davaları yargıcının veya dięer ebeveynin rızası olmadan, bir ebeveyn tek başkışına çocuęu başka bir řehire veya bir başka ülkeye götürmeye karar veremez.

Bilgi için :

116000 : ücretsiz erixebileceğiniz acil durum numarası 7j7 et 24h24

<http://www.116000enfantsdisparus.fr/votre-enfant-a-disparu/enlevement-parental.html>

Aile birleşimi

Genel olarak, koşullu bir şekilde, reşit olan eşiniz ve küçük çocuklarınız ve/ yada bir önceki beraberliğinizden olan çocuklarınız veya eşinizin reşit olmayan çocukların Fransa'ya yanınıza gelme hakkı olabilir.

Onlar yaşlarına baęlı olarak ikamet izni ve çalıřma hakkından yararlanabilirler.

Bilgi için OFİİ ile irtibata geçiniz.



Aşağıdaki tüm kategoriler hakkında bilgi almak için :
İletişime geçin : association MEDIAVIPP 91 au 01 60 78 84 20
Asliye Hukuk Mahkemesi • Tribunal de Grande Instance •
9 rue des Mazières • 91012 Évry Cedex.

> Fiziki, cinsel, ahlaki, ekonomik veya psikolojik şiddetler

Aile içinde olmuş olsa bile ve çocuklar üzerinde tüm şiddetler yasaktır,; Uygulayan kişiler kanun tarafından mahküm edilir.

Acil durumda 17'yi arayın (polis veya jandarma).

Ailevi konutunuzu terk etmeden polis veya jandarmaya başvurunuz.

Bilgi için :

Telefon edin 3919,

veya kadınlara karşı şiddet dur internet sitesini gidiniz :
111.stop-violences-femmes.gouv.fr/

Kadınlar Dayanışıyla iletişime geçin 91, à Ris-Orangis :

01 70 58 93 37

(randevu almak için)

01 70 58 93 30

(görüşmek için).

> Zorla ve düzenlenmiş evlilikler

Evlilik ancak müstakbel eşlerin karşılıklı rızası üzerine kurulur. Eşlerden biri (veya her ikisi) evlenmek zorunda olduğu ispat ederse, bu evlilik iptal edilir.

Fransa'da evlilik yasal yaşı 18'dir.

Sadece resmi evlilik sayılır ve hak açar, geleneksel nikahın

veya dini nikahın hukuki hiç bir değeri yoktur.

Bilgi için :

GAMS Île-de-France :

06 70 83 31 73

<http://federationgams.org/>

[Kadınların sesi](http://www.association-voixdefemmes.fr/) :

01 30 31 55 76

<http://www.association-voixdefemmes.fr/>

Acil durumda polisi arayın : 17

> **Kadınların organlarına yaralama, kesme, zarar verme**

Kadınların cinsel organları üzerinde herhangi bir şekilde yaralama, kesme, zarar verme yasaktır.

Cezalar 150 000€ para cezası ve 20 yıl hapis cezası mahküm edilir. İşlem yurtdışında gerçekleşiyse, Fransız yasası uygulanır.

> **Çok eşlilik**

Bir erkeğin birkaç kadınla evlenmesi yasaktır, cezalandırılan bir suçtur.

Bir erkek eğer bir eşi varsa Fransa'da evlenemez.

Dini evlilik her hangi bir hak açmıyor. Anlaşmazlık halinde, tarafların

belirlenmiş vatandaşı olduğu yabancı hukuk veya fransız hukuku Hakim tarafından uygulanır.

Bilgi için :

EFAPO çok eşliliği sonra erdirmek :

07 81 37 94 42

<http://www.efapo-france.org/>

> **Kamusal alanda yüzünün gizlenmesi**

2011 yılından beri ve kamu güvenliği konuları için, kadınlar,

erkekler ve çocuklar, kamusal alanda yüzünü gizleyemezler.

150€ ve 30000€ arası para cezasıyla cezalandırılır.

> **İşyerinde cinsel taciz**

Fail ile mağdur arasındaki bağ ne olursa olsun cinsel taciz bir suçtur.

Ancak, stajyerler, kamu görevlileri ve çalışanlar, cinsel taciz olaylarında yasal bir koruma öngörülmüştür.

Tekrar tekrar bir kişiye heybetli

kelimeler veya cinsel çağrılı davranışlarıyla, aşağılayıcı, onur kırıcı, korkutucu, şiddet gösterildiğinde cinsel tacizdir.

Fiziksel temas olduğunda daha ağır ceza ile cezalandırılır, "cinsel saldırı"dan bahsediyoruz, örneğin : kış elleme.

Konut arıyorsunuz,

Çoğu konutlar özel kiralayanlara aittir, onlarla görüşmek için, emlak ajentarıyla randevu alınız, (dikkat edin konut bulduklarında onlar ajenta ücret gideri alıyorlar) veya internet’ en küçük ilanlara bakınız (“kira karşılığı yardımlaşma’ya” dikkatli olunuz.

Sosyal konuta erişebilmek için (ucuz ama çok uzun sürer elde etmesi), Bölgenizdeki sosyal hizmet yardımlarından bilgi alabilirsiniz :

belediyeden, (Toplum sosyal eylem merkezinden= CCAS) veya ilçe meclisine (dayanışma bölgesel evinden=MDS)
<http://www.demande-logement-social.gouv.fr/>

Bazı durumlarda yardımlardan yararlanabilirsiniz (koşullar altında)

- Esonne CAF’ından ev yardımı www.caf.fr
- Dayanışma Konut Fonu (FSL) il meclisinden.

Acil Konut ihtiyacı, 115’i arayın

115 merkezidir, yalnızca aradığınız anda konaklama imkanınız olmadığında kullanılmalı. 115 acil çağrı günlük yer verir. Hiç bir rezervasyon yoktur.

Acil konut, evsiz barsız olan bütün kişileri, karşılayarak, yatak, yemek, yıkanma, uygun tesislere yönlendirmek amacıyla sosyal hizmetler görevlisiyle ve bir doktorla görüşme imkanı sunmaktadır.



Tedavilere ulaşım

Fransa'da yaşayan herhangi bir kişi tedavi hakkına sahiptir. Eğer yasal durumdaysanız, Sosyal güvenlik sigorta numaranızla sosyal güvenceye sahipsiniz :

- Ya çalıştığınız için veya eşiniz çalışıyorsa onun üzerine bağlı olarak faydalaniyorsunuzdur ;
- Ya da çalışmıyorsanız ve 3 aydan fazla bir süreden beri Fransa'da iseniz genel sağlık sigortası (CMU) ve ek genel sağlık sigortasından (CMU) faydalaniyorsunuzdur.

Böylelikle, tıbbi, eczane, doğum, hastane harçmalarınızın tamamı veya kısmı sosyal güvenlik sigortası tarafından sağlayacaktır.

Temel sağlık sigorta sandığı (CPAM) tarafından size bir Sağlık Kartı (Carte Vitale) verilecektir, bunu doktor muayenelerinde, hastanede, eczanelerde göstermeniz gerekir.

> Bilgi için :

CPAM (Caisse Primaire d'Assurance Maladie) de l'Essonne
91040 EVRY Cédex
36 46 (service 0,06€/ dak. + arama fiyatı)
Evinizin olduğu yere uygun görüşme noktası.

Doğum kontrolü

Doğum kontrolü gebeliği önlemek amaçlı kullanılan yöntemlerdir. Yasada yer alan bir haktır. Eşin veya ailenin izinine gerek yoktur.

Size daha uygun olan yöntemi seçmeniz için, irtibata geçebileceğiniz:

- > Pratisyen hekime,
- > Ücretsiz ve gizli tıbbi konsültasyonlar sunan planlama ve aile eğitim merkezi.
- > Bir jinekolog ve bazı koşullarda ebeye,
- > Bilgi edinme, danışma veya aile danışma kurumuna,

Eğer reşit değilseniz, doğum kontrolü için evbeveynlerinizden izin almanıza gerek yoktur.

Planlama ve aile eğitim merkezindeki tıbbi konsültasyonlar ücretsiz ve gizlilik güvencesi altındadır.

Gebeliğin Gönüllü Sonlandırması (İVG)

Eğer hamileyseniz ve bu hamileliği devam ettirmek istemiyorsanız, gönüllü olarak gebeliğinize sonlandırma kararı verebilirsiniz. Yasa da yer alan bir haktır.

En kısa sürede sağlık muayene merkezinde bir doktorla, planlama merkeziyle veya bir hastane ile irtibata geçiniz.

Gebeliğin Gönüllü Sonlandırması (İVG) gebeliğin 12'inci haftasından önce gerçekleştirilmelidir.

Ebeveynlerine söyleyemeyen reşit olmayan genç kız, seçmiş olduğu reşit kişi eşliğinde gitmesi gereklidir.

<http://ivg.social-sante.gouv.fr/>

Bilgi için :

- > Centres de planification et d'éducation familiale- planlama ve aile eğitim merkezi :
Essonne bölgesinin bir çok şehrinde : (<http://www.essonne.fr/sante-social/enfance-et-familles/de-la-grossesse-a-ladolescence/carte-interactive-des-centres-de-planification-et-deducation-familiale-cpef/#.WD6pFjEsKDo>)
- > Centres Départementaux de Prévention et de Santé-Sağlık ve önlem il merkezleri :
Essonne bölgesinin bir çok şehrinde : à Etampes, Evry, Juvisy-sur-Orge and Massy : (<http://www.essonne.fr/les-annuaires/liste/thematique/les-centres-departementaux-de-prevention-et-de-sante-cdps/#.WD6pmTEsKDo>)
- > Centres de Protection Maternelle et Infantile (PMI)-Anne ve çocuk koruma merkezleri :
Essonne bölgesinin bir çok şehrinde : (<http://www.essonne.fr/sante-social/enfance-et-familles/de-la-grossesse-a-ladolescence/carte-interactive-des-centres-de-protection-maternelle-et-infantile-pmi/#.WD6pZjEsKDo>)
- > Planning familial de l'Essonne à Grigny :
01 69 45 06 09
<http://www.planning-familial.org/>
- > <http://www.choisirsacontraception.fr/>



İSTİHDAM VE MESLEKİ EĞİTİM

Fransa'da çalışmak,

Your Yasal durumda bulmanız ve çalışma izini veren bir oturuma sahip olmanız gerekir.

İş veya mesleki eğitim bulmanıza yardımcı olması için, İstihdam bürosuna (Pôle Emploi) kayıt olabilirsiniz (pek çok şehirde ofisi vardır) www.pole-emploi.fr.

3949 telefon edin (hizmet ücretsizdir ama arama bir çağrı bedeli).

16 ve 25 yaş arasındaysanız, Yerel istihdam birimleri (mission locale) size yardımcı olabilirler (evinize en yakın Yerel İstihdam biriminden randevu alınız) :

<http://www.andml.info/portals/20/content/annuaire/ML91.pdf>



İş arıyorsanız

Eğer Fransa'da bir kaç ay çalıştıysanız (en az 4 ay tam zaman), işsizlik parası almaya hak kazanabilirsiniz. İstihdam bürosuna kayıt olmalısınız böylelikle size hak ve görevlerinizi belirtirler. (aktif olarak iş arama mecburiyeti).

Fransızca'yı öğrenmek veya öğrenmeyi devam ettirmek için, kültür toplum merkezlerinde ve derneklerde (ücretsiz veya katkı ile) ders alabilirsiniz.

İş sözleşmesi, istek üzerine anadilinize tercüme edilebilir.

(İnter service migrants ile irtibata geçiniz :

www.ism-interpretariat.fr/ 01 53 26 52 50)

Diplomalarınızı ve mesleki deneyiminizi tanıtmak

Yurt dışında elde ettiğiniz bazı diplomalarınız Fransa'da her zaman geçerli değildir ama belirli koşullar içerisinde devlet tarafından denklik tanınması yaptırabilirsiniz.

Bilgi için :

Centre international d'études pédagogiques - Uluslararası pedagojik araştırma merkezi (CIEP) : 01 70 19 30 31

Mail ile : Enic-naric@ciep.fr • <http://www.ciep.fr/enic-naric-france>

Çalışmayla elde etmiş olduğunuz tecrübe, bilgi ve mesleki becerileriniz, bir diploma almanıza yardımcı olabilir.

Bilgi için :

CIBC 91 (Centre Interinstitutionnel de Bilan de Compétences de l'Essonne - Essonne Kurumlararası beceri değerlendirme merkezi) :
01 69 36 45 89 • <http://www.cibc91.com/index.php?lang=fr>

Ehliyetinizi fransız ehliyetine değiştirme

Fransa'ya giriş itibariyle bir seneyi doldurmadan bulunmanız, Ehliyetinizi fransız ehliyetine değiştirmeniz mümkündür.

Valilikten bilgi alınız.

Yerel derneklerde trafik kuralları atölyeleri size önerilebilir.

Association Génération II 'den Bilgi alınız • Evry (01 60 78 12 53 • 37 rue du Bois Sauvage).

Okul

Okul eğitimi 16 yaşına kadar tüm çocuklara zorunludur.

11-16 yaş çocuklar için : randevu isteyiniz CASNAV'dan (Allofon yeni gelen öğrencilerin okul eğitimi için akademik merkez) :

<http://www.casnav.ac-versailles.fr>

CİO'lar işlem başvurularınızda size yardım edebilirler :

http://www.ac-versailles.fr/public/jcms/asp_11994/cio

Çeşitli eylemler yerel dernekler tarafından önerilir

Bu faaliyetler entegrasyonu, birlikte yaşamayı ve yalnızlığı yok etmek hedefliyor. İşte bir kaçı :

- > Ek Fransızca dil dersi, sosyalleşme atölyesi (tartışma, günlük yaşam yönetimi)
- > Tematik atölyeler : haklara ulaşım, ebeveynlik, okul ve aileler, kadın hakları, kültürler arası, vatandaşlık, ayrımcılıklara ve önyargılara karşı mücadele ve önlem, kadına yönelik şiddete karşı, birlikte yaşama, laiklik...;
- > Bilgisayar kullanım başlangıç atölyesi ;
- > Sosyokültürel ve sosyoeğitsel : Mutfak, dikiş, nakış atölyeleri, vs.
- > Kültürel geziler, aile gezileri, vs.
- > Trafik kuralları atölyesi (Evry, Association Génération II 'den Bilgi alınız) ;
- > Anadilinizden tercümanlar.

Böylelikle, bu atölyelerde becerilerinizi ortaya koyabilir ve profesyonel değerlendirme yaptırabilirsiniz.

Size sundukları faaliyetleri ve size yakın olan dernekleri öğrenmek için, belediyeinizden bilgi alınız.

الجمعيات المحلية تقترح مجموعة متنوعة من الإجراءات

تستهدف هذه النشاطات الاندماج والتعايش ورفع العزلة. وفيما يلي البعض منها:

- < دروس اللغة الفرنسية التكميلية أو حلقات عمل حول التنشئة الاجتماعية (حوارات، تسيير الحياة اليومية)
- < النشاطات الاجتماعية والثقافية والتعليمية: حلقات عمل حول الطبخ والخياطة والتطريز، إلخ.
- < حلقات عمل موضوعية: الحصول على الحقوق، الأمور الأبوية، المدرسة والعائلة، حقوق المرأة، تبادل الثقافات، المواطنة، الوقاية ومكافحة الأحكام المسبقة والتمييز، مكافحة العنف ضد المرأة، التعايش، العلمانية، المواطنة، ...؛
- < رحلات ثقافية، رحلات عائلية، إلخ.
- < حلقات تدريبية حول قانون السير (يمكن طلب الاستفسار لدى جمعية Génération II بإفري Evry)
- < حلقات عمل حول تعليم أسس التكنولوجيا الرقمية؛
- < مترجمات ومترجمين إلى لغتك الأصلية

إنه كذلك خلال هذه الدورات تتمكنين من معرفة مهاراتك والاعتراف بقيمتك المهنية.

لمعرفة الجمعيات القريبة من مقر إقامتك والنشاطات التي تقترحها، يمكنك الاستفسار في البلدية.

طلب موعد من خلية الاستقبال CASNAV (المركز التربوي لتعليم
التلاميذ الوافدين الجدد): <http://www.casnav.ac-versailles.fr>
يمكنك المساعدة في خطواتك من مراكز الإعلام والتوجيه CIO:
http://www.ac-versailles.fr/public/jcms/asp_11994/cio

الاعتراف بالشهادات الدراسية والخبرة

إنّ البعض من الشهادات الدراسية الأجنبية غير صالحة في فرنسا ولكن يمكنك طلب الاعتراف بها من الدولة بشروط.

لمزيد الإرشادات:

المركز الدولي للدراسات التربوية (CIEP)

<http://www.ciep.fr/enic-naric-france>

رقم الهاتف: 01 70 19 30 31

البريد الإلكتروني: Enic-naric@ciep.fr

يمكن الاعتراف برصيدك من الخبرة والمعرفة والمهارة المهنية والحصول على شهادة.

لمزيد الإرشادات:

مركز التعاون المشترك لتقييم المهارات بأسون (CIBC 91)

رقم الهاتف: 01.69.36.45.89

<http://www.cibc91.com/index.php?lang=fr>

استبدال رخصة القيادة الخاصة بك برخصة قيادة فرنسية

يتمّ استبدال رخصة القيادة الخاصة بك برخصة قيادة فرنسية في غضون سنة من الإقامة في فرنسا: يمكنك الاستفسار في المحافظة.

هناك حلقات عمل لتعليم قانون السير تقترحها الجمعيات المحلية. يمكنك

الاستفسار لدى جمعية Génération II بإفري Evry (رقم الهاتف:

01 60 78 12 53 العنوان: 37 rue du Bois Sauvage).

المدرسة

يكون التعليم إلزاميا للأطفال إلى حدود 16 سنة.

بالنسبة للأطفال الذين يتراوح أعمارهم بين 11 سنة و 16 سنة: يجب تقديم

ج العمل والتكوين

العمل في فرنسا

pole-emploi



يجب أن تكوني في وضع نظامي وأن تحملي تصريح اقامة يخوّل لك العمل في فرنسا.

ولمساعدتك على البحث عن وظيفة أو طلب

تدريب مهني، يمكنك الإدراج بمركز

التوظيف Pôle Emploi (يوجد مراكز في

عديد البلدان) www.pole-emploi.fr

رقم الهاتف 3949 (خدمة مجانية وبسعر

مكالمة محلية).

إذا كان عمرك بين 16 و25 سنة، يمكنك

التمتع بمساعدة البعثات (اطلبي موعد من البعثة

المحلية القريبة من مكان إقامتك):

إذا كنت تبحثين عن عمل

إذا اشتغلت لبضعة أشهر في فرنسا (4 أشهر على الأقل بعمل بدوام كامل)، يمكنك أن تتمتعين بتعويضات البطالة. يجب عليك في هذه الحالة الإدراج بمركز التوظيف الذي يشير لك حقوقك وواجباتك (يجب الالتزام بالبحث عن وظيفة بصورة فعالة).

للتعلم أو مواصلة التدريب في اللغة الفرنسية، يمكنك متابعة الدروس (مجانية أو بمساهمة) لدى المراكز الاجتماعية والثقافية والجمعيات.

يمكن ترجمة عقد الشغل بلغتك الأصلية إذا قدمت طلب في ذلك (اتجهي

بمركز تبادل الخدمات للمهاجرين: www.ism-interpretariat.fr

رقم الهاتف: 01 53 26 52 50

لمزيد الإرشادات: <http://www.choisirsacontraception.fr/>

< مراكز التنظيم والتربية الأسرية: في
عديد المدن بأسون

: (PMI)

في عديد المدن بأسون

(<http://www.essonne.fr/sante-social/enfance-et-familles/de-la-grossesse-a-ladolescence/carte-interactive-des-centres-de-protection-maternelle-et-infantile-pmi/#>.

WD6pZjEsKDo)

< مركز تنظيم الأسرة لأسون

Essonne

بقريني Grigny

على الرقم : 01 69 45 06 09

<http://www.planning-familial.org/>

(<http://www.essonne.fr/sante-social/enfance-et-familles/de-la-grossesse-a-ladolescence/carte-interactive-des-centres-de-planification-et-deduction-familiale-cpef/#>.
WD6pFjEsKDo)

< مراكز المحافظات للوقاية والصحة:

بأتامب Etampes وأفري Evry

وجوفيسي سير أورج Juvisy-

sur-Orge وماسي Massy

(<http://www.essonne.fr/les-annuaires/liste/thematique/les-centres-departementaux-de-prevention-et-de-sante-cdps/#>.
WD6pmTEsKDo)



منع الحمل

منع الحمل يعني مجموع الطرق المستخدمة لمنع حدوث حمل. وهو حقّ ينصّ عليه القانون. ولا يتطلّب أيّ تصريح من العائلة أو الزوج. ولاختيار الطريقة الأنسب لك، يمكنك الاتصال:

- < بطبيب عام
- < بطبيب أمراض النساء وفي بعض الحالات بقبالة
- < بمركز التنظيم والتربية الأسرية الذي يقدّم استشارات طبية مجانية وسرية.
- < بمؤسسة خاصة بالإعلام والاستشارة والإرشاد الأسري

إذا كنت قاصراً، فإنّك لا تحتاجين إلى إذن من والديك للحصول على طريقة لمنع الحمل. كما يُضمن لك المجانية والسرية في مراكز التنظيم والتربية الأسرية.

الوقف الطوعي للحمل (IVG)

إن كنت حامل ولا ترغبين مواصلة الحمل فيمكنك وقف الحمل الطوعي. وهو حقّ ينصّ عليه القانون. توجّهي في أقرب وقت إلى طبيب في عيادة طبية أو بمركز التنظيم الأسري أو المستشفى.

يجب اجراء الوقف الطوعي للحمل قبل نهاية الأسبوع الثاني عشر من الحمل.

إنّ القاصر التي لا تتمكّن من محادثة والديها بأمر حملها يجب أن تكون مصحوبة بشخص بالغ تختاره.

يتمثل المأوى في حالة الطوارئ في استقبال الأشخاص دون مأوى ويقدم لهم سرير ووجبة أكل ومرفق غسيل وخدمة صحية ومساعدة موظف اجتماعي في توجيهه إلى مرافق ملائمة.

ث الصحة

الحصول على الرعاية

يحق لكل شخص على الأراضي الفرنسية التمتع بالرعاية. إذا كنت في وضع نظامي، فإنك تتمتعين بالتغطية الاجتماعية مع رقم الضمان الاجتماعي:

- إما لأنك تشتغلين أو أنك متعلقة بشريكك الذي يشتغل؛
- إما أنك لا تشتغلين وأنت في فرنسا منذ أكثر من ثلاثة أشهر فتتمتعين بالتغطية الصحية الشاملة (CMU) وبالتغطية الصحية الشاملة التكميلية (CMUC).

سيسمح ذلك بالتكفل كلياً أو جزئياً بالتكاليف الطبية والدواء والولادة والمستشفى....

يصدر صندوق التأمين الطبي الرئيسي (CPAM) بطاقة التأمين Carte Vitale التي يجب الاستظهار بها في العيادات الطبية والمستشفى والصيدليات.

لمزيد الإرشادات:

صندوق التأمين الطبي الرئيسي (CPAM) بأسون 91040

أفري 91040 EVRY Cedex

أو الإتصال بالرقم 36 46 (سعر الخدمة 0.06 أورو/دقيقة + سعر

الإتصال) موقع نقطة الاستقبال حسب مكان الإقامة.

ات السكن

إذا كنت تبحثين عن مسكن،

إنّ أغلب المساكن تابعة لمؤجرين في القطاع الخاص وللاتصال بهم، يجب اللجوء إلى الوكالات العقارية (انتبهي إلى أنها تطلب رسوم الوكالة عندما تجد لك مسكنا). ويمكنك أيضا أن تبحثي عن مسكن من خلال الإعلانات على شبكة الأنترنت (احذري من "التأجير مقابل خدمات").

لحيازة سكن اجتماعي (وهو أرخص ولكن يأخذ وقتا طويلا للحصول عليه) يمكنك الاستفسار لدى خدمات المساعدات الاجتماعية في منطقتك: البلدية (المركز البلدي للعمل الاجتماعي CCAS) أو المجلس القطاعي (الإدارة القطاعية للتضامن MDS)

<http://www.demande-logement-social.gouv.fr/>

في بعض الحالات يمكن الاستفادة من المساعدات (بشروط)

- إعانات السكن من صندوق التعويضات العائلي (CAF) أسون www.caf.fr Essonne
- الصندوق التضامني للسكن (FSL) لدى مجلس المقاطعة.

إذا احتجت لمأوى في حالة طوارئ، اتّصلي بالرقم 115

رقم 115 هو رقم طوارئ لا تتصلي به إلا إذا كنت دون مأوى عند الاتصال. يمنح هذا الرقم المأوى يوم بيوم ولا يمكن الحجز.

< التشويهات الجنسية النسائية

كل أشكال التشويهات التي تُمارس على الأعضاء التناسلية النسائية ممنوعة. ويمكن أن تصل الأحكام

بالسجن لمدة 20 سنة وخطية مالية بقيمة 150000 يورو. ويطبق القانون الفرنسي أيضا عندما تنفذ هذه التشويهات بالخارج.

< تعدد الزوجات

إنّ زواج الرجل بأكثر من امرأة ممنوع، ويعدّ جريمة يعاقب عليها القانون. لا يمكن لرجل أن يتزوج في فرنسا إذا كان متزوج. ولا يفتح الزواج الديني أي مجال. في حالة نزاع، يطبق القاضي إما القانون الفرنسي أو القانون الأجنبي الذي تحدده جنسية الأطراف.

لمزيد الإرشادات:

من التعدد الزوجي:

07 81 37 94 42

<http://www.efapo-france.org/>

< حجب الوجه في الأماكن العامة

منذ سنة 2011 ولمسائل أمنية عامة، لا يمكن للنساء والرجال والأطفال إخفاء الوجه في الأماكن

العامة. ويعاقب عليه القانون بخطيّة يصل مبلغها بين 150 و30000 يورو.

< التحرش الجنسي في مكان العمل

التحرش الجنسي جناية مهما كانت العلاقة بين الفاعل والضحية. ومع ذلك فإنّ القانون ينصّ على حماية محدّدة عند وقوع تحرش جنسي للأجراء والموظفين العموميين والمتربصين.

يتمثّل التحرش الجنسي في أن يُفرض على الشخص بصفة تكرارية، كلمات أو أفعال ذات طابع جنسي والتي تكون مهينة ومذلّة ومخيفة وعنيفة... وإذا كان هناك اتصال جسدي تكون العقوبة أشدّ وتحدّث عن "اعتداء جنسي"، كلمس المؤخرة مثلا.

الممارسات الممنوعة

لإرشادات بخصوص كل الأصناف :

يرجى الاتصال بجمعية 91 MEDIAVIPP هاتفيا على الرقم

01 60 78 84 20

المحكمة الابتدائية، 9 نهج مازيار 91012 Mazières إفري Évry

Cedex

لمزيد الإرشادات:

اتّصلي بالرقم 3119 أو اذهبي إلى
موقع الأنترنت المخصّص للعنف
ضدّ المرأة:

اتّصلي بمنظمة تضامن النساء 91
بريس أورنجيس

Femmes solidarité 91

Ris-Orangis على رقم الهاتف
01 70 58 93 37 (لطلب موعد)

أو

01 70 58 93 30 (لتجدي

أذن صاغية).

< العنف الجسدي أو الجنسي أو

المعنوي أو الاقتصادي أو النفسي

كلّ أشكال العنف ممنوعة حتى ولو
تحدث بين الأزواج وعلى الأبناء
ويُدان مرتكبيه بالقانون.

في حالة طوارئ اتّصلي بالرقم 17
(الشرطة أو الدرك).

قبل مغادرة محلّ الزوجية اتّصلي
بالشرطة أو الدرك.

لمزيد الإرشادات:

جمعية النساء المؤيدات للقضاء على
التشويهات الجنسية

GAMS Ile-de-France

على رقم الهاتف

06 70 83 31 73

<http://federatongams.org/>

جمعية أصوات المرأة

Voix de femmes على الرقم

01 30 31 55 76

<http://www.association-voixdefemmes.fr/>

وفي حالة طوارئ، اتّصلي بالشرطة

على رقم الهاتف: 17

< الزواج القسري والمدبر

يتطلّب الزواج أن يكون هناك موافقة
متبادلة بين شخصين قادمين على
الزواج.

إذا تمّ ثبوت أنّ الزواج فُرض على
أحد الزوجين (أو الإثنتين) فإنّه يمكن
إلغائه.

إنّ السن القانونية للزواج في فرنسا
هو 18 سنة.

ولا يعترف القانون إلّا بالزواج
المدني الذي يتّيح الحقوق بينما ليس
للزواج الديني والتقليدي قيمة قانونية.



وتمارس السلطة بصفة مشتركة من الوالدين الاثنين
إن كانا متزوجين أم لا وإن كانا يعيشان معا أو
منفصلين. (إلا في حالات استثنائية).

الاختطاف الدولي أو النقل الممنوع للأطفال

لا يمكن أن يقرّر أحد الوالدين وحده أخذ ابنه أو ابنته
إلى مدينة أخرى أو بلد آخر دون موافقة الولي الآخر
أو قاضي محكمة الأسرة.

لمزيد الإرشادات:

116000 : رقم الطوارئ المجاني والمفتوح كلّ أيام الأسبوع و24
ساعة/24 ساعة.

جمع شمل الأسرة

بصفة عامة، يمكن أن ينضمّ إليك زوجك البالغ وأبنائك القاصرين و/أو
أبنائك من زواج أسبق أو أبناء زوجك القاصرين بشروط. وسوف يتمتعون
بتصريح للإقامة وبحقّ العمل حسب عمرهم.
ولمزيد الإرشادات يرجى الاتصال بالمكتب الفرنسي للهجرة الاندماج
.OFII

ب الأسرة

هناك ثلاثة أشكال من العلاقات بين شخصين من جنس مختلف أو من نفس الجنس:

الزواج: وهو إجراء قانوني يعتمد على الرضا المتبادل بين الزوجين. وحده الزواج المدني معترف به شرعيا في فرنسا فيجب أن يتم قبل الزواج التقليدي أو الديني؛

الميثاق المدني للتضامن (PACS): وهو عقد مبرم بين شخصين غايته تنظيم الحياة المشتركة بينهما.

الاستسرار: وهو الزواج العرفي ويتميز بمجتمع الحياة المستقرة بين شخصين.

الانفصال والطلاق

تماما كما أنه يمكنك أن تقرري العيش بحرية في علاقة مع شخص آخر، يمكنك أيضا أن تقرري وضع حد للحياة معه.

إذا كنت متزوجة فبإمكانك طلب الطلاق. وتوجد إجراءات مختلفة تتخذ بالمحكمة الابتدائية. مساعدة المحامي الزامية. يمكنك أن تتحصلي على المساعدة القانونية ولكن بشروط. وبعد الطلاق، يمكنك أن تتحصلين على مساعدات (اطلبي المزيد من الارشادات بصندوق التعويضات العائلي في

إسون www.caf.fr CAF de l'Essonne

لا يوجد ما يسمى بالتطليق في القانون الفرنسي

السلطة الأبوية

السلطة الابوية هي مجموعة من حقوق وواجبات الوالدين تجاه أبنائهما الذين أعمارهم دون 18 سنة.

توجد خدمة إرشادات دائمة ومجانية في بلدتك: يمكنك طلب الإرشادات لدى مراكز للاطلاع عن الحقوق (PAD =) ودار العدالة والحقوق (= MJD).

يمكنك أيضا أن تتحصل على اصغاء ومساعدة ومرافقة بمركز الإعلام عن حقوق المرأة والأسرة في إسون (Esbonne 91 CIDFF =) بالعنوان التالي: 17 Cours Blaise Pascal نهج بليز بسكال في افري Evry الهاتف: 01 60 79 42 26

أ تعلم اللغة الفرنسية

تشكّل معرفة اللغة الفرنسية عاملا أساسيا للاندماج. فقد أنشأت الدولة عديد الآليات لتشجيع تدريب اللغة الفرنسية.

كما أنشأت الجمعيات المحلية والبلديات حصصا تدريبية في اللغة الفرنسية وتعليم الأميين (اطلبي إرشادات لدى البلدية القريبة من مكان إقامتك).

الأخوة

يجوز اسقاط الجنسية الفرنسية لكلّ شخص اكتسب صفة فرنسي إذا تهرّب من التزامات الدفاع أو إذا ارتكب اعمالا مخالفة للمصالح الأساسية لفرنسا دون الاخلال بأحكام القانون الجنائي.

يجب على كلّ شخص أن يساهم حسب قدراته المالية في نفقات الدولة بدفع الضرائب المباشرة والغير مباشرة واشتراكات الضمان الاجتماعي.

تضمن الدولة للجميع حماية الصحة والأمن المادي والحقّ في الاجازة.

كلّ شخص الذي بسبب عمره أو حالته الجسدية أو العقلية أو وضعه الاقتصادي وجد نفسه في عدم القدرة على العمل له الحقّ في الحصول من المجتمعات على سبل العيش الملائمة.

- < لكلّ شخص الحرية في تكوين جمعية أو الانضمام إلى جمعية يختارها. يمكنه الانخراط بحرية في الأحزاب والتجمعات السياسية التي تسهم في التعبير بالاعتراع العام كالدفاع عن حقوقه ومصالحه بالعمل النقابي.
- < كلّ مواطن فرنسي يبلغ 18 سنة من العمر هو ناخب. كلّ مواطن له صفة ناخب يمكنه تقديم طلب الترشح وأن يُنتخب. التصويت هو حقّ ولكن أيضا واجب مدني.
- < يضمن القانون الحقّ في الملكية.

المساواة

كلّ المواطنين متساوين أمام القانون دون تمييز بسبب الجنس أو الأصل أو العرق أو الدين. القانون يطبّق على الجميع، إمّا أن يحميهم أو أن يعاقبهم. الرجل والمرأة لهما نفس الحقوق في كلّ المجالات. تشجّع الجمهورية المساواة بين المرأة والرجل في ميدان الوصول إلى الولايات الانتخابية والوظائف الانتخابية فضلا عن المسؤوليات المهنية والاجتماعية. يمكن لكلّ شخص، رجل وامرأة أن يمارس مهنة ويحصل على مكاسبها ويتصرّف فيها كما يشاء. ولأنّ المواطنين الفرنسيين متساوين، يمكنهم الحصول على أيّ وظيفة عمومية حسب قدراتهم. يمارس الوالدين السلطة الأبوية سويا. يوفّر الوالدين التعليم لأبنائهما ويعدّان مستقبلهم. التعليم اجباري للبنات والأولاد إلى سنّ 16 سنة.

رموز الجمهورية الفرنسية:

تبنى الشعب الفرنسي الإعلان عن حقوق الانسان والمواطن ومبادئ الديمقراطية المورثة عن تاريخه.

- شعار الوطن هو العلم الفرنسي ثلاثي الألوان، الأزرق والأبيض والأحمر.
- العيد الوطني هو بتاريخ 14 يوليو/تموز.
- «ماريان» «Marianne» هي رمز الجمهورية الفرنسية «Marseillaise»
- أغنية الثورة لغة الجمهورية هي اللغة الفرنسية.
- علامة الجمهورية هي "حرية، مساواة، أخوة".

حقوق وواجبات المواطن الفرنسي:

أن تكوني مواطنة فرنسية يتطلب منك أن تعترفي أنه لا يُمَيِّز الإنسان بسبب عرقه أو دينه أو عقيدته وأنه يمتلك الحقوق الغير قابلة للتصرف التالية:

الحرية

يولد الرجال والنساء ويظلمون أحرارا ومتساوين في الحقوق. الحرية يعني أنك لك القدرة في فعل كل ما لا يؤذي الآخرين. الاحترام الواجب لشخص الانسان يمنع كل انتهاك لكرامته. جسم الانسان لا يمكن انتهاكه.

- < لا يجوز أن يقلق أحد بسبب آرائه ما لم تتسبب في اضطراب النظام العام. كل مواطن يمكنه أن يتكلم ويكتب ويطلع بحرية ولكن دون إساءة استعمال هذه الحرية.
- < لا يمكن اتِّهام أيِّ شخص أو اعتقاله أو سجنه إلا في نطاق الحالات والأشكال التي ينصّ عليها القانون.
- < يعتبر كلّ انسان بريء إلى أن تثبت إدانته قانونا.
- < لكل شخص الحق في احترام حياته الشخصية.

ج قيم ورموز الجمهورية الفرنسية

إنّ المبادئ الأساسية للجمهورية الفرنسية منصوصة بشعارها: "حرية، مساواة، أخوة".

وتتمثّل في حقوق سياسية واجتماعية في آن واحد، تمّ الاعتراف بها للمواطنين من مختلف الأنظمة الجمهورية.

وتندرج المادة الأولى من الدستور في هذا الإطار، إذ أنّه يعلن أنّ "فرنسا جمهورية واحدة لا تتجزأ، علمانية، ديمقراطية واجتماعية".

< علمانية >

العامة وكلّ مواطن يجب أن يحترمه ولا يمكن لأيّ أحد أن يتدّرع بجهله للقانون.

تضمن الجمهورية حرية الضمير.

وتحترم كل المعتقدات. كل شخص هو حر فيما يعتقد أو لا يعتقد وفي

تغيير دينه. تضمن الجمهورية

الممارسة الحرة للعبادة ولا تعترف

ولا توظّف ولا تدعم أحداً. يكرّس

القانون الفصل بين الديانات والدولة.

< لا تتجزأ >

لا يمكن لأيّ جزء من الشعب ولا

لأيّ شخص أن ينتسب ممارسة

السيادة الوطنية. وحده الشعب

يمارس السيادة من خلال ممثليه

(نواب الشعب مثلاً) أو من خلال

الاستفتاء. وتضمن الوحدة والترابط

< ديمقراطية >

تشمل الديمقراطية احترام

الحريات الأساسية وترشيح مختلف

السلطات بالاقتراع العام (وهو

مفتوح لكل المواطنين البالغين)،

ومساو (يتوفّر صوت لكل ناخب)

وسري (كلّ شخص ينتخب بكل

حرية في مأمن من أي ضغط).

فالقانون هو تعبير عن الإرادة

< اجتماعية >

نتج الطابع الاجتماعي للجمهورية

عن التأكيد عن مبدأ المساواة.

ويتعلق الأمر بالمساهمة في التماسك

الاجتماعي وتعزيز تحسين وضع

الغير مقترين.

لا تميّز فرنسا بين الحاصلين على جنسيتين والفرنسيين الآخرين بشأن الحقوق والواجبات التي لها علاقة بالمواطنة. ولكن، لا يمكنك أن تنتفعي بحماية السلطات الفرنسية في بلدك الأصلي.

للعلم:

إذا كنت متزوجة من فرنسي أو
سمح لك بالإقامة في فرنسا في إطار
جمع شمل الأسرة وإن كنت منفصلة
عن زوجك بسبب
العنف المنزلي، فيمكن أن يمنحك
المحافظو ببعض الشروط تجديد
بطاقة الإقامة المؤقتة.

لمزيد الإرشادات:

اتّصلي بالمحافظة أو على العنوان www.service-public.fr



كتيب المواطن

يجب على كلّ مرشّح للتجنيس المثل أمام مسؤول بالمحافظة لمقابلة فردية. إنّ الغاية من هذه المقابلة هي التنبّث أنّ الطالب له معرفة كافية بالتاريخ والثقافة والمجتمع الفرنسي طبقاً للمادة 21 24 من القانون المدني. يقدّم الكتيب توضيحاً بخصوص المجالات ومستوى المعرفة المطلوبة. وهو بمثابة مساعدة تقدّم للمرشحين وليس وثيقة شاملة.

يمكن تحميل الكتيب على شبكة الانترنت بالعنوان التالي:

<http://www.immigration.interieur.gouv.fr/Accueil-et-accompagnement/Le-livret-du-citoyen>

هناك نوعين من تصريح الإقامة:

- بطاقة إقامة مؤقتة صالحة لمدة سنة يمكن تجديدها (إنّ البطاقة المسماة "الحياة الخاصة والعائلية" تسمح بحقّ العمل).
- بطاقة مقيم صالحة لمدة 10 سنوات يمكن تجديدها وتسمح أيضا بحقّ العمل.

إذا كنت قرينة مواطن فرنسي أو طالبة أو أجيبة أو موظفة مؤقتة فيجب عليك طلب تأشيرة إقامة طويلة تعادل تصريح إقامة لمدة تفوق 3 أشهر من القنصلية الفرنسية.

فور وصولك إلى فرنسا، عليك موافاة المكتب الفرنسي للهجرة والاندماج بما يلي:

- نموذج "تأشيرة إقامة طويلة المكتب الفرنسي للهجرة والاندماج" « visa de long séjour – OFII » ويجب عليك تعبئته (هذا النموذج تمّ تقديمه من السفارة الفرنسية أو القنصلية في بلدك عندما طلبت التأشيرة)؛
- نسخ من صفحات جواز السفر التي تُظهر المعلومات المتعلقة بالحالة المدنية وختم الشرطة الحدودية والتي تحتوي على تاريخ الدخول إلى فرنسا والتأشيرة.

ت الجنسية الفرنسية

يمكن الحصول على الجنسية الفرنسية ببعض الشروط: للحصول على الجنسية الفرنسية، يجب عليك الانضمام إلى المبادئ والقيم الأساسية للجمهورية الفرنسية وأن تكون لك معرفة كافية باللغة الفرنسية وبالتاريخ والثقافة والمجتمع الفرنسي وأيضا بالحقوق والواجبات المخولة إليك من الجنسية (المادة 21، 24 من القانون المدني).

خطوات التدريب اللغوي الثلاث وهي 50 ساعة أو 100 ساعة أو 200 ساعة.

العقوبات في حالة عدم احترام الالتزامات:

يبرم عقد الاندماج الجمهوري لمدة سنة. ويعتبر أنه تم احترامه عندما تتم متابعة التدريبات المطلوبة بجديّة وصرامة وعندما لم يتخلّى الأجنبي عن القيم الأساسية للمجتمع الفرنسي وقيم الجمهورية. يمكن فسخ العقد من المحافظ باقتراح من المكتب الفرنسي للهجرة والاندماج عندما يتنبّه أنّ الأجنبي وبدون موجب شرعي، لم يساهم أو لا يساهم في إحدى دورات التدريب أو لا يحترم الالتزامات التي أوصى بها في إطار عقد الاندماج الجمهوري.

لمعرفة المزيد:

<http://www.immigration.interieur.gouv.fr/Accueil-et-accompagnement/Le-contrat-d-integration-republicaine-CIR>

ب طلب استصدار تصريح إقامة

يتمّ تقديم طلب استصدار تصريح إقامة بالمحافظة التابعة لمكان الإقامة في غضون شهرين من الوصول إلى فرنسا وقبل نهاية مدّة التأشيرة.

تكون الشروط كالتالي:

يجب أن يكون عمرك فوق 18 سنة ولست مواطن من الاتحاد الأوروبي ولديك الرغبة في البقاء في فرنسا لمدة تتجاوز 3 أشهر.

الإرشاد المدني:

حتى يتمكن الأجنبي من اكتساب قيم الجمهورية والمجتمع الفرنسي، يجب عليه حضور دورة الإرشاد المدني لمدة يومين. وتتألف الدورة من وحدتين اجباريتين.

المادة 2: العيش والحصول على عمل في فرنسا

تعتبر هذه الوحدة أكثر تنفيذياً وعملياً وتخصّ بالخصوص الاستقرار في فرنسا والتمتع بالخدمات الصحية والتعليم والسكن والتمتع بالحقوق. ويخصّص نصف يوم للتعريف بكيفية الحصول على عمل وإنشاء نشاط.

المادة 1: مبادئ وقيم الجمهورية الفرنسية

تهتمّ هذه الوحدة بموضوع قيم الجمهورية والمؤسسات الوطنية والمحلية. وتنقسم هذه القيم إلى مبادئ قانونية (مرتبطة بنصوص مرجعية خاصة بها)، وإلى الحقوق والواجبات تكون مرفقة بأمثلة حيّة. وتتجلى كل قيمة من القيم بحالة عملية من السوابق القانونية التي كان لها وقع على الحياة اليومية.

التدريب على اللغة:

يعتبر التدريب على اللغة الفرنسية شرط ملزم للاندماج في المجتمع الفرنسي.

يخضع الأجنبي الوافد لأول مرة على جهاز الاستقبال بالمكتب الفرنسي للهجرة والاندماج إلى اختبار تحريري وشفاهي لمعرفة المستوى في اللغة الفرنسية. وحسب النتائج وتحديد الاحتياجات، يتمّ التوجيه إلى إحدى

أ عقد الاندماج الجمهوري

محتوى عقد الاندماج الجمهوري



تتولى الدولة من خلال المكتب الفرنسي للهجرة والاندماج (OFII) وتأخذ على عاتقها الخدمات التالية:

المقابلة الشخصية:

خلال استقباله بجهاز المكتب الفرنسي للهجرة والاندماج، يتحصّل الأجنبي الوافد لأوّل مرّة على مقابلة شخصية مع خبير. تعتبر هذه المقابلة مرحلة تقييمية للوضع الشخصي للأجنبي الوافد لأوّل مرّة ولأحتياجاته. وتسمح بمراعاة الوضع الاجتماعي والعائلي والمهني للشخص كما تسمح بتوجيهه ملائم إلى المصالح المحليّة المطابقة لأحتياجاته. وخلال هذه المقابلة، يتمّ عرض ما يلي:

- دورة إلزامية للإرشاد المدني،
- التدريب على اللغة.

وتصبح المتابعة الجديّة والصارمة لدورة الإرشاد المدني واحترام قيم الجمهورية بمثابة شروط للحصول على بطاقة الإقامة الجديدة المتعدّدة السنوات التي نصّ عليها قانون 7 مارس/آذار 2016.



تنصّ المادة 9-311.L من قانون دخول وإقامة الأجانب وحق اللجوء (CESEDA) على "يجب على الأجنبي الذي تمّ قبوله للإقامة لأول مرة في فرنسا والذي يرغب في الاستقرار أن يستعدّ للاندماج الجمهوري في المجتمع الفرنسي. ولهذه الغاية، يجب أن يوقّع مع الدولة على "عقد الاندماج الجمهوري" (CIR)، الذي كان يحمل اسم "عقد الاستقبال والاندماج" (CAI) قبل قانون 7 مارس/آذار 2016.

هذا القانون المتعلّق بحقوق الأجانب في فرنسا، يُعدّل جهاز استقبال واندماج الأجانب الذين يتحصّلون لأول مرة على الإقامة في فرنسا والذين يرغبون في الاستقرار فيها.

ومن الآن وبمجرّد التوقيع على عقد الاندماج الجمهوري، يتعهّد الأجنبي الوافد على احترام مبادئ وقيم المجتمع الفرنسي ومبادئ وقيم الجمهورية وعلى متابعة التدريبات التي تقدّم له بجدية ومثابرة.

في شهر ديسمبر/كانون الأول من سنة 2015، ضالعت كلٌّ من محافظة أسون Essonne والمكتب الفرنسي للهجرة والاندماج في التفكير حول شروط مصاحبة وتوجيه الوافدين الجدد. ومكّن هذا العمل الذي تمّ إنجازه بمساهمة العديد من الشركاء من التعريف بأهمّ الفاعلين بشبكة الاستقبال والاندماج بمحافظة أسون Essonne في وثيقة موجّهة للحرفيين.

ولإتمام هذه الأداة العملية، ألقى فريق عمل مخصّص باستقبال واندماج النساء الوافدات الجدد فكرة كتيب فردي مترجم لعديد اللغات.

ويمكّن هذا الكتيب الذي يتمّ توزيعه من المكتب الفرنسي للهجرة والاندماج OFII الى كلّ النساء الوافدات لأوّل مرة والملتحقات لأوّل مرّة من فهم سليم لحقوق وواجبات الوافدين على فرنسا كما يسهّل لهنّ خطوات الحياة اليومية.

تمّ انجاز هذا الكتيب استنادا على كتيب مماثل تمّ إصداره بمقاطعتي أور Eure وبا رين Bas Rhin في عام 2012 ثمّ تمّت إعادة إصداره في أواخر 2016 في جميع أنحاء منطقة لورين Lorraine من بعثات حقوق المرأة.

السيدة فلورانس قيتي Florence Guittet، المفوّضة لدى رئيسة المحافظة السيدة كريستين بوايار Christine Boyard، المفوّضة لدى حقوق المرأة

يعتبر هذا الكتيب الموجّه إلى النساء الوافدات لأوّل مرّة والملتحقات لأوّل مرّة والذي تكفّلت به جمعية "اتحاد الجمعيات النسائية اتحاد الخدمات المقدمة إلى

المهاجرات " FIA-ISM أداة ثمينة تقدّم معلومات مفيدة لاكتساب فهم أفضل للحقوق والقيم الفرنسية التي تضمن الحرية والمساواة والأخوة للجميع.
قراءة طيّبة

السيدة أدولي أنكراه Adolé Ankrah، مديرة جمعية "FIA-ISM"

الفهرس

النسخة العربية

82

كلمة تمهيدية

83

مسار الاندماج

- 84 أ عقد الاندماج الجمهوري (CIR)
- 86 ب طلب استصدار تصريح إقامة
- 87 ت الجنسية الفرنسية
- 88 ث كتيب المواطن
- 89 ج قيم ورموز الجمهورية الفرنسية

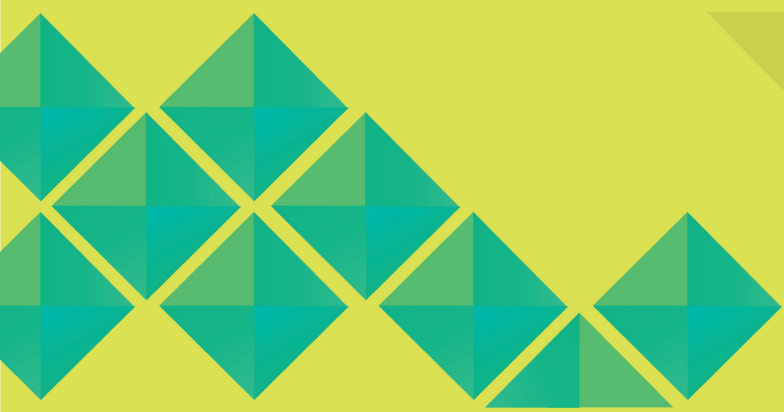
93

حقوقك وواجباتك

- 93 أ تعلم اللغة الفرنسية
- 94 ب الأسرة
- 98 ت السكن
- 99 ث الصحة
- 102 ج العمل والتكوين

105

جميعات تحت ذمتك



**دليل محافظة أسون للنساء المهاجرات
الوافدات لأول مرة والنساء المهاجرات
الملتحقات لأول مرة**

معلومات قانونية وعملية
وعناوين مفيدة



REMERCIEMENTS

Ce guide est issu d'un travail partenarial,
inspiré du « Guide d'accès aux droits pour les femmes
nouvellement arrivées en France » édité par la Direction
régionale aux droits des femmes et à l'égalité de Lorraine

Pilotage :

FIA-ISM et la Préfecture de l'Essonne au travers du Réseau
Accueil et Intégration 91

Ont participé à son élaboration :

Mme la déléguée départementale aux droits des femmes
et à l'égalité en Essonne,
Mme la déléguée de la Préfète en Essonne,
Mme la directrice de l'association Génération II Intégration
Citoyenneté,
Mme la coordinatrice du secteur professionnel
au CIDFF Essonne.

Traductions :

ISM Interprétariat

Illustrations :

Julien Daïffi

Mise en page :

Laurence Balgalier

Siège et Coordination Nationale de FIA-ISM :

21 ter rue Voltaire • 75011 PARIS
reseaufia@gmail.com • 01 44 85 96 46 • <http://fia-ism.com>

Coordination FIA-ISM en Essonne :

Tour Baudelaire
4 rue C. Baudelaire • 91000 EVRY
fia.ism-evry@wanadoo.fr • 01 60 78 48 05

